

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

HANDELINGEN VAN DE OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN

31/03/1999

C 790 Justitie

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

ANNALES DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION

31/03/1999

C 790 Justice

Sommaire

Lundi 19 avril 1999

COMMISSION DE LA JUSTICE - C 790

Question orale de M. Jacques Simonet au ministre de la Justice sur "le médiateur de dettes" (n° 2154)

orateurs : MM. **Simonet, Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "l'affiliation du barreau de Gand à la Fédération des professions libres et intellectuelles" (n° 2205)

orateurs : MM. **Bourgeois, Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "l'incendie criminel dans le palais de justice de Tongres et les mesures de sécurité relatives aux palais de justice" (n° 2211)

orateurs : MM. **Bourgeois, Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Hubert Brouns au ministre de la Justice sur "le dossier de Tamise et ses connections éventuelles avec les dossiers de Zandvoort et de Madère" (n° 2191)

Question orale de M. Karel Van Hoorebeke au ministre de la Justice sur "la pornographie infantile via Internet" (n° 2217)

orateurs : MM. **Brouns, Van Parys**, ministre de la Justice, **Van Hoorebeke**

Question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "la désignation temporaire de membres du personnel à des fonctions supérieures" (n° 2189)

orateurs : MM. **Laeremans, Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "l'exécution des modifications du Code de la nationalité" (n° 2215)

orateurs : MM. **Laeremans, Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "l'introduction de la procédure accélérée et de la tolérance zéro en matière de criminalité des jeunes" (n° 2240)

orateurs : MM. **Laeremans, Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Karel Van Hoorebeke au ministre de la Justice sur "le grand arriéré dans les enquêtes sociales" (n° 2219)

orateurs : MM. **Van Hoorebeke, Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Karel Van Hoorebeke au ministre de la Justice sur "l'éventuelle libération anticipée de Madani Bouhouche et Robert Beijer" (n° 2220)

orateurs : MM. **Van Hoorebeke, Van Parys**, ministre de la Justice

Inhoud

Maandag 19 april 1999

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE - C 790

Mondelinge vraag van de heer Jacques Simonet aan de minister van Justitie over "de schuldbemiddelaar" (nr. 2154)

sprekers : de heren **Simonet, Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de aansluiting van de Gentse balie bij de Federatie voor vrije en intellectuele beroepen" (nr. 2205)

sprekers : de heren **Bourgeois, Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de brandstichting in het Tongerse gerechtshuis en de veiligheidsmaatregelen met betrekking tot de gerechtshuizen" (nr. 2211)

sprekers : de heren **Bourgeois, Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Hubert Brouns aan de minister van Justitie over "het Temse-dossier en zijn eventuele connecties met de dossiers Zandvoort en Madeira" (nr. 2191)

Mondelinge vraag van de heer Karel Van Hoorebeke aan de minister van Justitie over "kinderpornomateriaal via Internet" (nr. 2217)

sprekers : de heren **Brouns, Van Parys**, minister van Justitie, **Van Hoorebeke**

Mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de tijdelijke aanstelling van personeelsleden in hogere functies" (nr. 2189)

sprekers : de heren **Laeremans, Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de uitvoering van de wetwijzigingen met betrekking tot de nationaliteitswetgeving" (nr. 2215)

sprekers : de heren **Laeremans, Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de invoering van snelrecht en nultolerantie inzake jeugdcriminaliteit" (nr. 2240)

sprekers : de heren **Laeremans, Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Karel Van Hoorebeke aan de minister van Justitie over "de grote achterstand inzake maatschappelijke onderzoeken" (nr. 2219)

sprekers : de heren **Van Hoorebeke, Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Karel Van Hoorebeke aan de minister van Justitie over "de eventuele vervroegde vrijlating van Madani Bouhouche en Robert Beijer" (nr. 2220)

sprekers : de heren **Van Hoorebeke, Van Parys**, minister van Justitie

Question orale de M. Karel Van Hoorebeke au ministre de la Justice sur "la discrimination des anciens faillis" (n° 2221)

14

orateurs : MM. **Van Hoorebeke, Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Marc Verwilghen au ministre de la Justice sur "la nouvelle structure du personnel au sein du régime pénitentiaire belge" (n° 2188)

15

orateurs : MM. **Verwilghen, Van Parys**, ministre de la Justice

Mondelinge vraag van de heer Karel Van Hoorebeke aan de minister van Justitie over "de discriminatie van oud-gefaillleerden" (nr. 2221)

14

sprekers : de heren **Van Hoorebeke, Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Marc Verwilghen aan de minister van Justitie over "de nieuwe personeelsstructuur binnen het Belgische gevangeniswezen" (nr. 2188)

15

sprekers : de heren **Verwilghen, Van Parys**, minister van Justitie

COMMISSION DE LA JUSTICE
RÉUNION PUBLIQUE DU
LUNDI 19 AVRIL 1999

PRÉSIDENTENCE de
M. Verwilghen

La séance est ouverte à 14.02 heures.

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE
OPENBARE VERGADERING VAN
MAANDAG 19 APRIL 1999

VOORZITTER :
De heer Verwilghen

De vergadering wordt geopend om 14.02 uur.

Question orale de M. Jacques Simonet au ministre de la Justice sur "le médiateur de dettes" (n° 2154)

Mondelinge vraag van de heer Jacques Simonet aan de minister van Justitie over "de schuldbemiddelaar" (nr. 2154)

Le **président** : La parole est à M. Jacques Simonet.

M. Jacques Simonet (PRL-FDF) : Monsieur le président, monsieur le ministre, vous savez que la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis est entrée en vigueur depuis le 1er janvier dernier. Corrélativement, une nouvelle fonction de mandataire judiciaire, en l'occurrence le médiateur de dettes, prévue par l'article 1675/6, §2 du Code judiciaire, a été instituée au sein des tribunaux de première instance.

Cet article dispose que lorsque le juge des saisies déclare que la demande de règlement collectif de dettes est admissible, il nomme dans sa décision un médiateur de dettes. Le Code judiciaire prévoit que peuvent être seuls désignés comme médiateurs de dettes soit les avocats, les officiers ministériels ou les mandataires de justice dans l'exercice de leur fonction, soit des institutions publiques ou privées agréées à cet effet par l'autorité compétente. Ces institutions, ajoute le Code, font appel dans ce cadre à des personnes physiques répondant aux conditions fixées par l'autorité compétente.

Lors de la discussion de cette nouvelle législation, on avait fait observer de manière fort opportune que les avocats pourraient principalement être désignés comme médiateurs de dettes puisque cette mission va s'apparenter à celle d'un curateur de faillite. J'ajoute que dans le texte de la loi et lors des travaux préparatoires, aucune condition ou garantie d'ancienneté n'avait été exigée en ce qui concerne l'avocat désireux de pratiquer la médiation de dettes.

Je manifeste mon étonnement devant une initiative émanant du bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de Bruxelles, dans une lettre adressée aux avocats de ce barreau en décembre 1998. Le bâtonnier a présenté à ses confrères la nouvelle fonction de médiateur de dettes. Dans la foulée, il a pris l'initiative de constituer une liste d'avocats volontaires mis à la disposition du juge des saisies. D'une manière que je qualifie d'étonnante, le bâtonnier a limité cette liste aux avocats qui comptaient plus de 10 ans de barreau. On a l'impression qu'en agissant de cette manière, le bâtonnier a imposé aux avocats du barreau de Bruxelles une condition supplémentaire à celles reprises dans la nouvelle loi et qui semble d'ailleurs en contradiction avec les travaux parlementaires de la loi sur le règlement collectif de dettes.

Outre le fait que cette position ne semble pas avoir été adoptée à ce jour par les autres barreaux et qu'il y a donc une discrimination de fait pour les avocats bruxellois, cette mesure est particulièrement frustrante pour les avocats qui ont moins de 10 ans de barreau. En fait, ils sont estimés moins compétents que le personnel d'un

certain nombre de services sociaux, publics ou privés qui sont autorisés, aux termes de la loi, sur la base de conditions moins strictes, à exercer la médiation de dettes alors que dans la plupart des cas pour ces agents, leur formation est sans commune mesure avec celle d'un avocat.

Je poserai donc deux questions.

1. Dans quelle mesure la liste dont je viens de parler et qui a été déposée par le bâtonnier de l'ordre français des avocats au barreau de Bruxelles auprès du juge des saisies, peut-elle être maintenue au sein de ce greffe ?

2. N'êtes-vous pas inquiet d'un risque de dérive dans le chef des autorités ordinales ? En d'autres termes, si on devait accepter le maintien de la liste auprès du juge des saisies, qu'est-ce qui, demain, empêchera un bâtonnier de décider par exemple que seuls les avocats ayant une expérience de pénaliste accèderont au prétoire de la cour d'assises ? N'y a-t-il pas lieu de mettre un terme à certaines dérives dans le chef des autorités ordinales ?

Le **président** : La parole est au ministre.

M. Van Parys, ministre de la Justice : Monsieur le président, il ressort des informations que nous avons recoltées auprès du barreau de Bruxelles que le bâtonnier de l'Ordre des avocats a adressé un courrier, au mois de décembre, aux avocats ayant plus de 10 ans de barreau. Par ce courrier, il demandait aux avocats concernés s'ils témoignaient ou non un certain intérêt pour figurer en tant que candidat

Van Parys

médiateur de dettes sur une liste qui serait mise à la disposition du juge des saisies près le tribunal de première instance de Bruxelles.

Selon ce courrier, cette façon de faire était justifiée "en raison de la nature de la mission confiée au médiateur de dettes et de la responsabilité qu'elle entraîne".

Par ailleurs, les candidats devaient avoir "de préférence une certaine pratique des matières économiques. Il convenait également de s'assurer qu'aucun élément de nature personnelle ou professionnelle ne vienne interférer dans le bon déroulement de la mission".

Comme vous le savez, la loi prévoit la possibilité de désigner un avocat comme médiateur de dettes, sans que cette possibilité soit assortie d'une quelconque condition complémentaire. D'un point de vue strictement juridique, tout avocat peut donc être désigné en tant que médiateur de dettes.

Par ailleurs, il est indéniable qu'un médiateur de dettes doit combiner plusieurs fonctions. En effet, il ressort clairement des travaux préparatoires que le médiateur de dettes est censé :

- se mettre à l'écoute des personnes surendettées;
- veiller à l'accompagnement social de ces personnes;
- accomplir des prestations plus techniques, telles que dresser un bilan de la situation active et passive de la personne surendettée et prendre préalablement contact avec les créanciers pour les informer de l'intervention d'un médiateur;
- vérifier la légalité des créances;
- classer les dettes selon la priorité qu'il convient de leur attribuer pour assurer la couverture des besoins vitaux de la personne;
- confectionner un plan d'apurement après avoir soustrait du total des ressources le montant des dépenses vitales;
- affecter le solde disponible au paiement des créanciers;
- assurer une certaine guidance budgétaire et, le cas échéant, un suivi social général par l'entremise de services sociaux distincts, mais en collaboration avec eux.

Il est vrai que ces activités requièrent une certaine maturité, mais on peut se demander s'il n'est pas exagéré d'exiger une ancienneté de dix ans. En effet, de jeunes avocats peuvent aussi réunir les qualités voulues pour remplir cette mission.

Même si le barreau des avocats prend la responsabilité de communiquer une liste d'avocats, on ne peut pas modifier la loi selon laquelle tout avocat peut être désigné en tant que médiateur de dettes.

Quoi qu'il en soit, la décision finale concernant la désignation du médiateur de dettes appartient au juge des saisies. Or, comme vous le savez sans doute, les juges des saisies du tribunal de première instance de Bruxelles ont demandé, après avoir reçu la liste des candidats, que celle-ci soit complétée par l'indication :

- des différents diplômes obtenus par ces candidats;
- des activités préférentielles qu'ils exercent au barreau;
- des clients institutionnels avec lesquels les avocats traitent afin d'éviter des conflits d'intérêts;
- de la motivation personnelle des candidats à poser leur candidature;
- des diverses langues pratiquées par les candidats afin d'obtenir une collaboration harmonieuse.

De toute façon, la décision finale des juges des saisies devra tenir compte des dispositions de la loi selon lesquelles tout avocat peut être désigné comme médiateur de dettes.

Le président : La parole est à M. Jacques Simonet.

M. Jacques Simonet (PRL-FDF) : Monsieur le président, je souhaiterais demander un complément d'information au ministre. Les juges des saisies n'ont donc pas demandé que la liste soit complétée par les avocats comptant moins de dix ans de barreau, mais bien que les avocats figurant sur cette liste précisent leurs compétences professionnelles particulières. Ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, que cette liste devrait soit être retirée purement et simplement, soit être complétée par les avocats comptant moins de dix ans de barreau ?

M. Van Parys, ministre : Les juges des saisies devront prendre leurs responsabilités. Ils devront prendre leur décision en fonction des dispositions prévues par la loi.

Le président : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

- *Président : M. Simonet*

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de aansluiting van de Gentse balie bij de Federatie voor vrije en intellectuele beroepen" (nr. 2205)

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "l'affiliation du barreau de Gand à la Fédération des professions libres et intellectuelles" (n° 2205)

De voorzitter : De heer Geert Bourgeois heeft het woord.

De heer Geert Bourgeois (VU) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, in een brief gericht aan alle advocaten van de Gentse balie, deelt de stafhouder van de Orde van Advocaten van de balie van Gent mee dat de Raad van de Orde van Gent in haar vergadering van 23 maart 1999 heeft beslist dat "onze balie lid wordt van de Federatie voor Vrije en Intellectuele Beroepen, afgekort FVIB. Ik ben ervan overtuigd dat het lidmaatschap voor onze balie bijzonder positief is." Hij geeft daarvoor een aantal argumenten en verstuurt als bijlage een nieuwsbericht van de FVIB. Hij heeft het ook over de rondetafelconferentie over de vrije beroepen in de nieuwsbrief van de FVIB. Als ondertitel staat er "NCMV-vrije beroepen".

Dit heeft mij, net als een aantal advocaten uit het Gentse, verrast. De Orde van Advocaten heeft immers een aantal wettelijke taken, terwijl de advocaten die er deel van uitmaken nu aangesloten worden bij een beroepsorganisatie die behoort tot een bepaalde zuil, met name een dochterorganisatie van het Nationaal Christelijk Middenstandsverbond, het NCMV, een zelfstandigenzuil die aanleunt bij de CVP.

Mijnheer de minister, ik heb ondertussen vernomen dat de eerste berichtgeving daaromtrent, met name dat u voorzitter van deze vereniging bent, achterhaald is omdat u uw ontslag hebt aangeboden, wat mij normaal lijkt. De vraag die ik daaromtrent wou stellen valt bijgevolg weg.

Niettemin heb ik een aantal andere vragen. Ten eerste, acht u, als minister van Justitie, deze beslissing niet strijdig met de vrijheid van vereniging en met de beginselen van waardigheid en kiesheid die de grondslag vormen van het beroep van advocaat? In zijn artikelsgewijze commentaar van de Belgische Grondwet zegt professor Van Mensel van de universiteit van Gent uitdrukkelijk dat de vrijheid van vereniging ten eerste, de vrijheid om een vereniging op te richten omvat; ten

tweede, de vrijheid om toe te treden tot een zelfgekozen vereniging; ten derde, de vrijheid om niet tot een vereniging toe te treden en ten slotte de vrijheid om zich uit een vereniging terug te trekken.

Ten tweede, is het niet zo dat de Raad van de Orde van Advocaten van Gent met een dergelijke beslissing haar wettelijke bevoegdheid overschrijdt? Mijns inziens hebben deze beroepsbelangen niets meer te maken met de wettelijke omschrijving van de taak van de Orde van Advocaten.

Ten derde, kunnen daartegen maatregelen worden genomen? Als ik me niet vergis kan de procureur-generaal optreden tegen beslissingen van de Nationale Orde van Advocaten. Kan worden opgetreden wanneer een orde van advocaten eventueel haar bevoegdheid overschrijdt?

Ten slotte, met de impasse waarin de nationale Orde van Advocaten zich bevindt, dreigt een groot vacuüm te ontstaan. Zou het niet beter zijn dat u daaromtrent een initiatief neemt derwijze dat de Vereniging van Vlaamse balies, die op een performante en moderne manier haar taak opneemt, het vacuüm opvult? De nationale Orde van Advocaten werkt niet meer naar behoren. Zoals u weet is zelfs de simultaanvertaling afgeschaft, zodat de Franstaligen niet meer begrijpen wat wordt gezegd aan Nederlandstalige zijde. Zij zijn er als het ware nog enkel om de vereffening te bewerkstelligen. Zou het bijgevolg niet goed zijn dat de Nationale Orde van Advocaten wordt opgesplitst zodat zij ook in zulke aangelegenheden slagkrachtig zou kunnen optreden?

De **voorzitter**: De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie: Mijnheer de voorzitter, collega Bourgeois, u zou deze vraag moeten stellen aan de Raad van de Orde van Advocaten van het arrondissement Gent. Het is voor de minister van Justitie heel moeilijk om uitspraak te doen over beslissingen van een of andere raad van de Orde van een bepaald arrondissement.

Toch wil ik ingaan op uw vragen.

Ik kan u bevestigen dat ik, sinds ik minister van Justitie ben, geen advocaat en ook geen voorzitter van de Federatie voor Vrije en Intellectuele Beroepen meer ben. Ik heb het voorzitterschap afgestaan, maar ben nog wel lid van deze organisatie, die inderdaad samenwerkt met het NCMV, maar ik denk niet dat dit een criminele organisatie is, zodanig dat het niet onmiddellijk verboden is om daarvan lid te zijn.

De heer **Geert Bourgeois** (VU): Dat staat ook niet in mijn vraagstelling.

Minister **Van Parys**: Als u daarvan zou uitgaan, zouden wij deze bespreking moeten stopzetten, want dan zouden wij het hebben over illegale activiteiten alom.

Ik herhaal dat deze beslissing alleen uitgaat van de Raad van de Orde van het arrondissement Gent en niet van de minister van Justitie. De Raad van de Orde van Advocaten heeft klaarblijkelijk beslist om lid te worden van de VZW Federatie voor Vrije en Intellectuele Beroepen. Dat betekent niet dat daardoor alle advocaten van het arrondissement Gent lid zijn geworden van deze organisatie. Ik baseer mij op de informatie die ik kan bekomen en ik wens erop te wijzen dat ik daarop geen vat heb. Ik verneem dat de Raad van de Orde als organisatie is toegetreden. Uit mijn ervaring als voorzitter van de Federatie voor Vrije en Intellectuele Beroepen weet ik dat verschillende organisaties van vrije beroepen daarbij aangesloten zijn. Ik denk aan organisaties van geneesheren, dierenartsen, accountants, en dergelijke meer. Het is immers een koepelorganisatie van verschillende beroepsorganisaties van vrije beroepen, waarbij de Nationale Orde van Advocaten destijds ook aangesloten was. De Nationale Orde van Advocaten heeft haar lidmaatschap opgezegd en blijkbaar zijn sommige arrondissementale raden geïnteresseerd om daarvan lid te zijn.

De Federatie voor Vrije en Intellectuele Beroepen is een organisatie die zich de belangenbehartiging toemeet van degenen die een vrij beroep uitoefenen. Ze heeft trouwens een paar weken geleden een heel interessant document gepubliceerd omtrent de toekomst van het vrije beroep in de eenentwintigste eeuw. Ik meen dat het niet onbehoorlijk is dat men het belang van het vrije beroep verdedigt en dat bepaalde organisaties daarbij aansluiten en zich in die belangenverdediging terugvinden. Ook andere Vlaamse arrondissementale orden hebben interesse in de werking van deze federatie, die naar men zegt goed werk levert.

De vraag is nu of organisaties, die lid worden van de Federatie voor Vrije en Intellectuele Beroepen, op één of andere manier een wetbepaling zouden schenden. Ik zou het echt niet weten. Wanneer u spreekt over de vrijheid van vereniging, betekent dit in eerste instantie dat men lid mag worden van een vereniging en als de Raad van de Orde beslist van deze vereniging lid te worden, zijn de enigen die daarover desgevallend moeten oordelen de leden

van de Raad van de Orde, die eventueel moeten zeggen dat de Raad van de Orde beslissingen heeft genomen die niet conform de belangen van de Raad zijn. Dit lijkt mij echter niet evident. Trouwens, wie ben ik om mij in de plaats te stellen van de Orde? Ik vraag mij werkelijk af wat ik hiermee te maken heb.

Uw vraag, of het niet kies is dat ik met de Federatie van Vrije en Intellectuele Beroepen te maken heb, begrijp ik niet. Ik weet werkelijk niet wat men als bezwaar zou hebben tegen het feit dat ik lid ben van een Federatie, die als doelstelling heeft het verdedigen van de belangen van het vrije beroep. Ik moet u zeggen dat ik de grootste moeite heb om te begrijpen wat daaraan kies zou zijn.

Ik ben het wel eens met uw vaststelling dat de verlamme situatie binnen de Nationale Orde van Advocaten schadelijk is voor het beroep en schade toebrengt aan de hele beweging omtrent de "dynamisering" van de Justitie.

De advocaten zijn belangrijke actoren. Het is mijn absolute overtuiging dat een wetgevend initiatief om dit probleem op te lossen één van de punten in de gesprekken na de verkiezingen moet zijn. Wat nu gebeurt, kan niet. Ik hoop nog steeds dat men binnen de balie zelf tot een oplossing kan komen en dat wij ons niet in de plaats zullen moeten stellen. Wanneer deze zaak echter niet tegen de periode na de verkiezingen binnen de balie wordt geregeld, dan is het evident dat er een wetgevend initiatief moet worden genomen. Ik zal daaraan persoonlijk met overtuiging mijn medewerking verlenen.

Ik zie echter niet in hoe dit in relatie staat met een beslissing van de Raad van de Orde om toe te treden tot een vereniging. Ik begrijp ook niet wat de minister van Justitie daarmee te maken zou kunnen hebben.

De **voorzitter**: De heer Geert Bourgeois heeft het woord.

De heer **Geert Bourgeois** (VU): Mijnheer de voorzitter, ik heb nog een korte repliek.

Mijnheer de minister, ik ben het met u eens als u het hebt over de noodzaak om een wetgevend initiatief te nemen met betrekking tot de Nationale Orde van Advocaten.

Verder hebt u geantwoord op een vraag die ik niet heb gesteld. Ik had intussen reeds vernomen dat u geen voorzitter meer bent. Het siert u dat u ontslag hebt genomen als voorzitter van deze vereniging toen u minister bent geworden. Die vraag hoefde u dus eigenlijk niet te beantwoorden.

Ik heb ook niet gezegd dat het NCMV een criminele organisatie is, laat staan dat ik zou beweren dat het NCMV of de FVIB de belangen van de vrije beroepen niet goed zouden verdedigen. Ik neem aan dat zij dat wel doen en ik heb kennis genomen van de recente studie waarover u het had.

Het lijkt mij echter een heel subtiel onderscheid om te stellen dat de individuele leden van de Gentse balie geen lid zijn maar de balie als instelling wel. De balie is dus in de persoon van haar orde lid geworden van de FVIB. Ik kan die nuance moeilijk volgen. De FVIB telt nu de balie van de Gentse Orde van Advocaten onder haar leden. Dat lijkt mij niet aanvaardbaar, niet omdat de FVIB de belangen van de vrije beroepen niet goed zou verdedigen, maar wel omdat de FVIB een beroepsorganisatie is die bovendien verzuimd is en aansluit bij het NCMV. Persoonlijk vind ik dit strijdig met de taak van de Orde van Advocaten die het algemeen belang moet verdedigen.

U zegt dat u in deze zaak geen zeggenschap hebt. Misschien moet nader worden onderzocht of de procureur niet op één of andere manier kan ingrijpen. Dit lijkt mij immers het algemeen belang niet te dienen. Er zijn uitspraken van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in die zin dat het niet strijdig is met het recht op vrije vereniging om iemand te verplichten aan te sluiten bij een beroepsorde. Daar moet dan echter fundamenteel de vrijheid om aan te sluiten bij beroepsverenigingen tegenover staan. Het belang van de vrije beroepen kan niet worden gelijkgesteld met het algemeen belang. Ik vind dat men daartegen op één of andere manier zou moeten kunnen optreden. Dit behoort niet tot de taken van een orde van advocaten. Het is zelfs strijdig met haar deontologie.

Minister **Van Parys**: Mijnheer Bourgeois, men kan op twee wijzen lid worden van de Federatie voor Vrije en Intellectuele Beroepen. Dat kan individueel of als organisatie gebeuren. De Federatie is in die zin een koepelorganisatie van verschillende organisaties van vrije beroepen. Het gaat dan om organisaties van bedrijfsjuristen, advocaten, accountants, boekhouders en geneesheren. Dat betekent echter helemaal niet dat als een organisatie van geneesheren aansluit, alle geneesheren individueel hiervan lid zijn. Dat is juist de functie van een koepelorganisatie. Als u verwacht dat de minister van Justitie de procureur des Konings gaat inschakelen om tussenbeide te komen in de beslissing van een lokale raad van de orde van advocaten om aan te sluiten bij

een vereniging in het kader van het behartigen van bepaalde beroepsbelangen, dan zeg ik u dat ik andere katten te geselen heb.

De heer **Geert Bourgeois** (VU): Mijnheer de minister, kan dit mogelijkwijze leiden tot een vordering tot nietigverklaring van deze beslissing? Wij hebben blijkbaar een heel andere visie op verzuiling en u verdedigt hier het standpunt van de CVP. Ik blijf erbij dat dit strijdig is met de opdracht van de orde van advocaten die onpartijdig moet zijn. Blijkbaar verschillen wij hierover van visie.

De **voorzitter**: Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de brandstichting in het Tongerse gerechtsgebouw en de veiligheidsmaatregelen met betrekking tot de gerechtsgebouwen" (nr. 2211)

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "l'incendie criminel dans le palais de justice de Tongres et les mesures de sécurité relatives aux palais de justice" (n° 2211)

De **voorzitter**: De heer Geert Bourgeois heeft het woord.

De heer **Geert Bourgeois** (VU): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het is niet de eerste keer dat ik een vraag stel omtrent de veiligheid in de gerechtsgebouwen.

Op 23 juni 1997 ontwikkelde ik een interpellatie over deze materie, naar aanleiding waarvan de toenmalige minister van Justitie een veiligheidsplan aankondigde met betrekking tot de gerechtsgebouwen en op 16 november 1998 richtte ik een vraag tot u, mijnheer de minister, na de inbraak in de correctionele griffie van het hof van beroep te Brussel, waarbij dieven erop uitwaren de dossiers van de drie magistraten, die aldaar werden behandeld, te bemachtigen.

Deze vraag, mijnheer de minister, richt ik tot u naar aanleiding van een nieuw bericht van brandstichting in de nacht van 11 op 12 april in de correctionele griffie van het gerechtsgebouw van Tongeren.

Thans beschik ik evenwel over meer informatie dan op het ogenblik dat ik mijn vraag indiende. Zo meen ik uit de

door mij doorgenomen berichten te kunnen afleiden dat het hier gaat om externe brandstichting, in die zin dat er ramen werden stukgegooid om via die opening brand te stichten.

Mijnheer de minister, hier volgen mijn vragen.

Ten eerste, gaat het om een actie gericht tegen een of meer welbepaalde dossiers, of om vandalisme?

Ten tweede, werden er zaken ontvreemd en op hoeveel kan de aangerichte schade worden geraamd?

Ten derde, werd er braak gepleegd om binnen te dringen?

Ten vierde, het gaat om een nieuw gerechtsgebouw en ik had graag geweten of de veiligheidsnormen reeds werden toegepast en uitgevoerd. In november 1998 vernam ik dat er nieuwe bestekken werden opgesteld in verband met beglazing, sloten en dergelijke. Het lijkt mij immers niet evident de ruiten van buiten met een steen of een ander voorwerp in te gooien als de veiligheidsnormen werden toegepast. Mijn vraag is dan ook of de veiligheidsnormen in Tongeren reeds werden toegepast en uitgevoerd en zo ja, vanaf wanneer en voor welke bedragen?

Ten vijfde, heeft het veiligheidsonderzoek met betrekking tot het Tongers gerechtsgebouw geleid tot specifieke aanbevelingen en conclusies en zo ja, zijn deze reeds uitgevoerd?

Ten zesde, welke bedragen zijn er nodig om de veiligheidsnormen toe te passen. Naar verluidt zal u eerstdaags het volledig rapport ontvangen van de veiligheidsofficier. Hoeveel werd er specifiek in veiligheid van de gerechtsgebouwen geïnvesteerd in 1996, 1997 en 1998 en welke investeringen zijn er gepland in 1999?

Ten zevende, noopt het veiligheidsonderzoek tot bijkomende investeringen en eventueel tot een begrotingswijziging?

De **voorzitter**: De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie: Mijnheer de voorzitter, uiteraard werd terzake een gerechtelijk onderzoek geopend.

Momenteel kan geen definitief uitsluitel worden gegeven over het feit of het ging om vandalisme of om een gerichte actie. Dit zal verder uit het gerechtelijk onderzoek moeten blijken.

Een aantal vragen werden inmiddels reeds beantwoord door de gedane mededelingen.

De bouwwerken aan dit nieuwe complex werden aangevat in april 1995 en voltooid in oktober 1997. Dit gebeurde uiteraard onder toezicht van de Regie der Gebouwen. Ik heb inlichtingen ingewonnen bij mijn collega minister Flahaut, die terzake is bevoegd, en ik zal u de antwoorden verstrekken die hij mij gaf.

Het gebouw kostte 400 miljoen en werd integraal uitgevoerd volgens de vigerende veiligheidsvoorschriften. Het is moeilijk een precieze raming te geven van de uitgevoerde veiligheidswerken omdat deze in vele artikelen van de verschillende aannemingen inbegrepen zijn. Het is bijvoorbeeld zo dat er inbraakvrij glas was voorzien en dat dit is verrekend in de eenheidsprijs van het aluminiumschrijnwerk. Dit alles tot in de details uit de offertes distilleren zou een bijzonder tijdrovende bezigheid zijn.

Minister Flahaut heeft mij echter meegedeeld dat de bouwwerken en aannemingen zijn uitgevoerd volgens de geldende voorschriften.

Ondertussen werden reeds een aantal verbeteringen aangebracht aan de vroegere voorschriften waarop ik reeds ben ingegaan naar aanleiding van uw interpellatie van 6 november. De resultaten van het veiligheidsonderzoek in Tongeren worden momenteel getoetst aan deze nieuwe veiligheidsvoorschriften. Indien nodig zullen extra veiligheidswerken worden uitgevoerd in deze bestaande nieuwbouw alsook in de volgende fase die eerlang zal kunnen van start gaan. Dit zal trouwens ook gebeuren in alle andere gerechtshoeven waarvoor investeringen zijn gepland.

Wat de investeringen in het algemeen betreft, werd in de regeringsverklaring van 7 oktober 1997 met betrekking tot het meerjarenplan Justitie reeds voorzien in investeringen inzake veiligheid. In het gebouwenbeleid wordt met het oog op de meerjarenplannen Justitie en Veiligheid in een budget van 150 miljoen voorzien in het fysieke programma 1998. Er is dus 195 miljoen gereserveerd voor de beveiliging van gerechtshoeven. Ook voor de volgende jaren is telkens hetzelfde bedrag voorgeschreven. Voor 1997, 1998 en 1999 is telkens een bedrag van 150 miljoen uitgetrokken specifiek voor de beveiliging van de gerechtshoeven. Daarnaast werden ook heel wat veiligheidswerken opgenomen in andere uitvoeringen. Ik denk onder meer aan de concretisering van de plannen voor Gent, Antwerpen en Kortrijk. In deze nieuwe projecten zitten tal van investeringen op het vlak

van veiligheid. De 150 miljoen heeft hierop dus geen betrekking maar op bestaande gebouwen die op de ene of andere wijze moeten worden aangepast.

Wij gaan ervan uit dat dit budget van 150 miljoen per jaar het mogelijk moet maken zo snel mogelijk de vereiste initiatieven te nemen om de veiligheid in de gerechtshoeven aanzienlijk te verbeteren.

De voorzitter: De heer Geert Bourgeois heeft het woord.

De heer Geert Bourgeois (VU): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik begrijp uit uw antwoord dat u blijvend aandacht aan deze problematiek schenkt. Ik vraag u met aandrang om er bij uw collega op aan te dringen dat de uitvoering van het veiligheidsprogramma bij voorrang gebeurt.

Bij een vorige gelegenheid hebt u een overzicht gegeven van het aantal inbraken en "vandalenstreken" met zeer ernstige gevolgen. Ze zijn indrukwekkend. In de periode van 1996 tot nu waren er een tiental gevallen met soms heel grote schade, met zware diefstal en verdwijnen van documenten. Men heeft de indruk dat er een verschuiving ontstaat en dat de driestheid toeneemt.

Mijnheer de minister, ik neem akte van uw antwoord. Op één vraag heb ik niet echt een concreet antwoord gekregen. Misschien heb ik ze niet duidelijk genoeg geformuleerd. Uit uw antwoord heb ik begrepen dat in Tongeren van bij de aanvang inbraakwerend glas in het bestek was opgenomen en dat dit ook is uitgevoerd. Uit de krantenberichten leid ik af dat daar een ruit aan diggelen werd gegooid en dat propfen gedrenkt in benzine naar binnen werden gegooid. Toevallig werd ik naar aanleiding van burgerlijke expertises reeds enkele malen geconfronteerd met de kwaliteit van inbraakwerend glas. Men gooit dit niet zomaar vanop een afstand aan diggelen. Dit vergt enorme kracht. Men moet er met zwaar materiaal tegenaan gaan. Het lijkt mij dus een beetje eigenaardig dat dit zo zou kunnen gebeurd zijn. Misschien kunt u mij hierop geen afdoend antwoord geven en zal ik mij eventueel tot uw collega moeten wenden. Het verraste mij dat uit de krantenberichten bleek dat men de ruit aan diggelen had kunnen gooien. Echt inbraakwerend glas zoals dit wordt gebruikt in juwelierszaken bijvoorbeeld krijgt men niet van op afstand stuk.

Minister Van Parys: Ik zal mij daaromtrent informeren bij minister Flahaut zodat ik u de nodige informatie kan bezorgen.

De voorzitter: Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Hubert Brouns aan de minister van Justitie over "het Temse-dossier en zijn eventuele connecties met de dossiers Zandvoort en Madeira" (nr. 2191)

Question orale de M. Hubert Brouns au ministre de la Justice sur "le dossier de Tamise et ses connections éventuelles avec les dossiers de Zandvoort et de Madère" (n° 2191)

De voorzitter: De heer Hubert Brouns heeft het woord.

De heer Hubert Brouns (CVP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de VZW Morkhoven komt geregeld in het nieuws met berichten over het al dan niet bestaan van pedofiele netwerken. Zelf krijg ik reeds gedurende verscheidene jaren - wellicht geldt dit ook voor andere collega's - van de voorzitter van deze VZW verzoeken om bij de minister van Justitie aan te dringen op verder onderzoek, opheldering en bestraffing van de eventueel betrokkenen.

Vorige week nog pakte een van de medewerkers van de VZW uit met een bericht over kindermisbruik, kinderporno, waarvan duizenden afbeeldingen via Internet te zien zouden zijn. Deze medewerker deelde mee dat het gevonden kinderpornomateriaal aan de Belgische Justitie zou worden overgemaakt indien zij erom zou vragen.

In het verleden heb ik over deze aangelegenheid de minister van Justitie reeds vragen gesteld. Mij valt het toch op dat de aanklagers steeds nieuwe informatie blijven aandragen. Via de media laten zij horen over nieuwe informatie te beschikken. Dit dossier is reeds in 1992 opgestart, vond zijn oorsprong te Temse en is nu al verspreid over heel wat West-Europese landen. Uit die landen halen zij telkenmale nieuwe informatie naar hier. Zij hebben heel wat informatie aangebracht, zowel filmmateriaal als een lijst van zogezegde "gegadigden" voor dit filmmateriaal.

Mijnheer de minister, de VZW verzoekt mij expliciet u te vragen of dit materiaal - de laatste informatie is daarvoor van te recente datum - ook effectief werd onderzocht. De VZW maakt haar beklag - terecht of ten onrechte - over het feit dat het onderzoek geregeld van instantie wijzigt. Dan houdt de politie er

zich mee bezig, dan weer de rijkswacht, zodat zij zelf nog moeilijk kunnen opvolgen - wat in se hun taak niet is - wie waarmee bezig is. Zij vragen zich af, ten eerste, of dit materiaal ooit ten gronde werd onderzocht en, ten tweede, wat dit onderzoek heeft opgeleverd. Mijnheer de minister, kunt u iets zeggen over de vorderingen in het Temse-dossier?

De VZW vraagt zich ook af hoever het onderzoek in het dossier Madeira staat. Zij legt met dit dossier een verband met het Zandvoort-dossier. De VZW toont met haar informatie een duidelijke connectie aan tussen het Temse- en het Zandvoort-dossier: in het Nederlandse luik van het Temse-dossier is er een arrestatie verricht, maar volgens de VZW laat men in België de hoofdverdachte nog steeds vrij rondlopen en wordt hij in deze zaak niet opnieuw gehoord.

Mijnheer de minister, dit zijn enkele van de specifieke vragen van de VZW Morkhoven. De belangrijkste vraag blijft wat men doet met het materiaal, met de informatie die men aanbrengt.

De voorzitter: De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie: Mijnheer de voorzitter, de heer Van Hoorebeke heeft een vraag over dezelfde materie ingediend. Hij is wel niet aanwezig, maar ik durf veronderstellen dat zijn vragen van dezelfde aard zijn. Ik geef dan ook een antwoord op beide ingediende vragen.

Mijnheer de voorzitter, als wij op een of andere wijze kennis krijgen van gegevens die betrekking hebben op strafrechtelijke inbreuken, dan worden deze onverwijld overgemaakt aan de gerechtelijke overheden.

Ook vorige week was dit het geval. De brief met bijlagen van de VZW Morkhoven werd op het kabinet ingeschreven op 13 april 1999 omstreeks 8 uur. Rond 8.30 uur werden deze documenten per fax verzonden naar de procureur-generaal van Antwerpen, samen met andere gegevens die ons inzake een of andere problematiek werden overgemaakt. Wat de laatste zending betreft, deelde de procureur-generaal van Antwerpen ons mee dat onmiddellijk een informatie-onderzoek werd geopend. Dit werd toevertrouwd aan de speciale cel van de gerechtelijke politie te Antwerpen.

(De heer Karel Van Hoorebeke treedt de zaal binnen)

Collega Van Hoorebeke, ik ben net bezig met het antwoord op een vraag die ook u wenste te stellen.

De heer Karel Van Hoorebeke (VU): Uw antwoord is belangrijker dan mijn vraag, mijnheer de minister.

Minister Van Parys: Zo nodig kunt u later nogmaals op de problematiek ingaan. Er werd dus onmiddellijk een informatie-onderzoek geopend en het dossier werd toevertrouwd aan de speciale cel van de gerechtelijke politie in Antwerpen. De zending van vorige week werd door ons onmiddellijk zeer ernstig genomen. Mijnheer Van Hoorebeke, uit uw vraagstelling zou men nochtans kunnen afleiden dat dit niet het geval zou zijn. Gezien de aard van de gegevens hebben wij daaraan alle aandacht besteed. Het gaat immers om de gruwelijkste dingen die de verbeelding van elk normaal mens tarten en die gebeuren met kinderen, zelfs kleine kinderen. Dit is onvoorstelbaar. U kunt er van op aan dat dit heel ernstig wordt genomen. Er werd dus een opsporingsonderzoek gestart, al kunnen wij thans niet definitief uitmaken of de Belgische gerechtelijke overheden uiteindelijk wel bevoegd zijn. Dat zal afhangen van het onderzoek: over wie gaat het, wie verspreiden deze gegevens, wat is de identiteit van de slachtoffers?

Alvorens in te gaan op het dossier-Temse en het dossier-Madeira, deel ik u mee dat het kabinet deze problematiek nadrukkelijk volgt. Op 1 en 2 april 1999 werd hier in Brussel de tweede internationale vergadering gehouden van de organisatie Copine; ik heb daar zelf het woord genomen. Copine staat voor *Combating Pedophile Information Networks in Europe*. Iedereen die vanuit de magistratuur, de politiediensten of diverse ministeries van Justitie bij deze materie is betrokken, tracht via dit orgaan de Europese coördinatie te verbeteren voor deze vorm van criminaliteit. Dit initiatief werd mede georganiseerd door het departement van Justitie en door de nationaal magistraat. Er waren trouwens heel veel Belgische magistraten en politiemedewerkers aanwezig. Niet onbelangrijk is overigens ook de taakverdeling tussen de verschillende politiediensten, zoals blijkt uit de omzendbrief, dit in afwachting van de integratie. Daarbij wordt de hier uitgeoefende computer-criminaliteit bij voorrang toegewezen aan de gerechtelijke politie, die het initiatief heeft genomen tot de oprichting van verschillende *computer crime units*. Men vindt die in elk van de vijf ressorten. Op basis van gegevens van de bijzondere brigade werd een *national computer crime unit* opgericht, dat een meldpunt kinderporno telt. Dit

meldpunt heeft specifiek betrekking op de behandeling van zaken die te maken hebben met de verspreiding van kinderporno via internet.

Dit initiatief is trouwens tot stand gekomen in overleg met collega Di Rupo. Het meldpunt Kinderpornografie bestaat sinds december 1996 en dit werd destijds trouwens door Stefaan De Clerck meegedeeld. Het is de bedoeling dat internetgebruikers, die met kinderpornografie in aanraking komen, dit kunnen melden aan een speciaal daartoe bestemd emailadres, contactgjp.be. Via dit centraal emailadres van de gerechtelijke politie kan men in zijn eigen taal terecht bij een bevoegde politiedienst die instaat voor het onderzoek van die meldingen. Het spreekt voor zich dat de discretie daarbij wordt gegarandeerd.

Hoe worden deze meldingen precies verwerkt? Er wordt in eerste instantie een registratie aangelegd van de verschillende meldingen in verband met kinderpornografie op het internet. Vervolgens wordt deze melding gecontroleerd door de unit van de gerechtelijke politie. Zodra een strafrechtelijke inbreuk wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 383bis, wordt proces-verbaal opgesteld. Dit pv wordt naar de nationaal magistraat gestuurd die dit aan de bevoegde procureur des Konings overmaakt. Exploiteerbare meldingen over kinderpornografie in het buitenland worden via de APSD aan de bevoegde buitenlandse politiedienst bekendgemaakt. Met andere woorden, er bestaat momenteel een centralisatiepunt van de verschillende gegevens die worden gekanaliseerd op basis van de oorsprong van de gegevens.

Op mijn initiatief wordt dit meldpunt gebruikt om de verschillende gegevens in verband met kinderpornografie op nationaal - en binnenkort ook op Europees - vlak te centraliseren. Dit was trouwens een van de aanbevelingen van de commissie-Dutroux. Het Belgische meldpunt verleent zijn medewerking aan de creatie van een internationale documentatiecel met betrekking tot kinderpornografie.

Ik wil er verder op wijzen dat het onderzoek naar het verspreiden van criminele gegevens via internet bijzonder moeilijk is. Eerst en vooral is er de internationale dimensie van het fenomeen internet. Bovendien is er sprake van een hele waaier van criminele activiteiten. Naast de kinderpornografie kan je op internet witwasactiviteiten, racisme, recepten voor het maken van artisanele springtuigen, enzovoort

terugvinden. Dit alles om duidelijk te maken dat het internet enorme kansen biedt voor het verspreiden van criminele informatie.

Ik beklemtoon dat wij op het vlak van de verspreiding van kinderpornografie worden geconfronteerd met het probleem van het natrekken van de identiteit van de oorspronkelijke afzenders en de slachtoffers.

Ik bezocht vorige week professor Cassiman in Leuven die baanbrekend werk verricht inzake beeldverwerkings-systemen, en kon vaststellen hoe hij op hoogtechnologische en wetenschappelijke wijze probeert ook de identiteit van slachtoffers van wie de beeltenis op internet terug te vinden is, te achterhalen. Ook dat is een aspect van een vrij complex probleem.

De manier waarop de werkgroep Morkhoven de feiten aan de autoriteiten heeft bekendgemaakt, heeft de zaak niet vereenvoudigd. Immers, wij wisten niet wie er nog meer in kennis was gesteld van de informatie en wie deze materie eveneens onderzoekt, wat niet bevorderlijk is voor een gecoördineerde actie. De werkgroep Morkhoven zou beter de informatie rechtstreeks aan de gerechtelijke autoriteiten bezorgen, zodanig dat kan worden gezorgd voor een doelmatige, eenvormige en gecoördineerde reactie op de feiten. Nu moeten wij immers nagaan, bij wie de informatie werd verspreid en wie er zich mee bezighoudt om te vermijden dat er parallelle onderzoeken niet alleen in ons land, maar ook internationaal worden verricht.

Er werden concrete vragen gesteld over de dossiers-Temse en -Madeira. Ik herinner er nogmaals aan dat het gaat om individuele gerechtelijke dossiers en wij ons daartegenover terughoudend moeten opstellen. De procureur-generaal te Gent deelt mij het volgende mee in verband met het dossier-Temse ten laste van een van de leden van de werkgroep-Morkhoven dat verdacht wordt van afpersing in een van de onderzoeken die hij heeft verricht. In de loop van de maand mei wordt het hoger beroep te Gent behandeld. Dit kon niet eerder als gevolg van het feit dat de verdachte zelf klacht met burgerlijke partijstelling had ingediend wegens vermeende valse getuigenissen die in de afpersingszaak zouden zijn afgelegd. Men heeft deze klacht met burgerlijke partijstelling uiteraard grondig onderzocht en uiteindelijk is deze gesloten met een buitenvervolginstelling, zodanig dat de procedure in hoger beroep in de afpersingszaak volgende maand kan worden afgehandeld.

In de zaak-Madeira gaat het om zedenfeiten gepleegd door een inwoner van Temse op Portugese kinderen. Het onderzoek terzake is afgerond en de zaak zal begin mei door de raadkamer worden behandeld. Het openbaar ministerie is van plan de verwijzing naar de correctionele rechtbank te vragen. Ik spreek bijgevolg formeel tegen dat deze zaak niet normaal zou verlopen en dat het de bedoeling zou zijn om ze blauw-blauw te laten. Het onderzoek is gesloten; de raadkamer zal zich erover uitspreken en het openbaar ministerie zal de verwijzing vorderen. Trouwens, deze zaak is van in het begin op een ernstige manier behandeld. Immers, de Portugese autoriteiten hebben de Belgische verdachte onmiddellijk na de aangifte van de in Madeira gepleegde feiten aangehouden. Hij werd voorlopig in hechtenis genomen vanaf 22 november 1997 tot 6 februari 1998. Nu wordt het onderzoek afgerond en binnenkort wordt het dossier door de raadkamer behandeld en vermoedelijk verwezen naar de correctionele rechtbank.

Een verband tussen de zaak-Madeira en de zaak-Zandvoort kon niet worden aangetoond.

De feiten in Madeira werden gepleegd in 1991, op een ander tijdstip dus dan deze in Zandvoort. De enige band tussen beide dossiers is het reeds vroeger gekende feit dat de Belgische verdachte op 6 februari 1992 te Waalre in Nederland in de woning van een Nederlander samen met een aantal minderjarigen werd aangetroffen. De Belgische verdachte werd voor deze feiten in Nederland definitief vrijgesproken. Ondanks het feit dat er geen elementen aanwezig zijn die de connectie tussen het ene en het andere bewijzen, bestaat er een hechte samenwerking tussen de BOB van Aalst en de Nederlandse politie wat een uitwisseling van informatie garandeert. Tot daar mijn antwoord op de vragen van de heren Brouns en Van Hoorebeke.

De voorzitter : De heer Hubert Brouns heeft het woord.

De heer Hubert Brouns (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn uitvoerig antwoord. Enkele punten trekken mijn aandacht. Ik heb wel gehoord van het bestaan van het meldpunt en heb de evolutie ervan gevolgd. Het zijn alweer enkel de leden van de VZW die in de media melding maken van de hoeveelheid materiaal dat op het vlak van kinderpornografie op internet beschikbaar is. De vraag rijst in welke mate ook dit meldpunt van dezelfde internetinformatie op de hoogte was ? Of was dit niet het geval ?

Het lijkt op zijn minst opmerkelijk dat dit op zulke schaal aanwezig is - men spreekt immers van tienduizenden beelden - en dat enkel de leden van de VZW deze beelden hebben ontdekt. Het bewuste meldpunt functioneert intussen reeds anderhalf jaar. Het verbaast mij dat deze mensen geen kennis zouden hebben gehad van deze beelden.

Een tweede vraag betreft de lijst die ooit werd overhandigd door de VZW Morkhoven. In welke mate beschouwt men deze als afgesloten ? Wordt dit document nog onderzocht ? Dit filmmateriaal werd op een bepaald moment overhandigd aan de gerechtelijke autoriteiten in Dendermonde samen met een lijst van mensen die blijkbaar kandidaat-koper waren van dit materiaal. De lijst was zeer uitgebreid en bevatte naam en adres.

De voorzitter : De heer Karel Van Hoorebeke heeft het woord.

De heer Karel Van Hoorebeke (VU) : Mijnheer de voorzitter, ik vermoed dat wordt genoteerd dat mijn vraag werd gesteld samen met die van de heer Brouns, ondanks mijn afwezigheid. Uw antwoord was uitvoerig, waarmee u uw gevoeligheid voor die zaak bevestigt, in het bijzonder voor de dossiers Temse en Madeira. Het feit dat een brief werd rondgestuurd naar ongeveer 1500 mensen, waaronder de Koning, mag u niet doen besluiten dat ik ervan uitging dat geen aandacht zou worden gegeven aan dit dossier. Het enige wat me opvalt is dat in de media, inclusief door uw eigen optreden op televisie, de heer Vervloesem steeds naar voren komt als een persoon met een niet onbesproken gedrag. Uw voorganger, de heer De Clerck deed dit eveneens. Op die wijze komen de VZW Morkhoven en de heer Vervloesem, waarover ik me niet wens uit te spreken, in een speciaal daglicht te staan en wordt de ernst van de feiten geminimaliseerd. De persoon van de heer Vervloesem wordt daardoor in vraag gesteld.

Dat wou ik toch even aanklagen. Indien de heer Vervloesem zaken heeft gedaan die niet mochten, dan moeten die feiten worden onderzocht en moet hij worden veroordeeld, maar de ernst van de feiten die hij aanbrengt kunnen daardoor niet worden geminimaliseerd. De rondgestuurde foto's zijn inderdaad afschuwelijk en er moet daaraan krachtadig een einde worden gemaakt.

Als de heer Vervloesem in de kranten zegt - en de heer Brouns heeft het aangehaald - dat er momenteel 70 000 nieuwe kinderpornofoto's in het bezit van de werkgroep-Morkhoven zijn, dan weet ik niet of dit juist is.

Als minister van Justitie kunt u toch ook op internet nagaan of dit allemaal waar is of niet. Dat heeft toch een dimensie waarbij wij ook vandaag nog moeten stilstaan. Wij kunnen dit niet zomaar opzij vegen. Ik zeg niet dat u dit doet, mijnheer de minister. Ik weet dat de zaak aan het parket-generaal in Antwerpen is overgemaakt, maar over de dossiers Temse en Madeira interpellieren we nu toch al jaren. Zowel mevrouw Nelly Maes als collega Brouns en ikzelf hebben dit gedaan, zelfs nog bij uw voorganger. Vandaag staan we nog nergens. Er is alleen maar het feit dat de heer Vervloesem kan zeggen dat kinderporno in Europa één pot nat is. Dat is iets waartegen we ons moeten wapenen en waartegen kordaat moet worden opgetreden. Ik herhaal dat ik niet wil zeggen dat u daar geen aandacht voor hebt en niet het nodige zult laten doen, maar het is niet omdat de heer Vervloesem misschien een besproken man is dat wij de ernst van de feiten die hij aanbrengt moeten minimaliseren of een andere dimensie moeten geven.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister Van Parys : Mijnheer de voorzitter, ik wil nog even heel kort zeggen dat de eerste opdracht nu is na te gaan in welke mate men reeds over deze informatie beschikt. Dit is het element dat nu in eerste instantie wordt onderzocht, maar u mag mij nu niet vragen om degenen die ongetwijfeld weten dat er informatie circuleert, op de hoogte worden gesteld van wat er nu in het gerechtelijk onderzoek gaat gebeuren. U moet toch enigszins bewust zijn van het feit dat deze vorm van georganiseerde criminaliteit gevolgd wordt door degenen die daarbij betrokken zijn.

Ik ga u vandaag niet informeren over het feit of men nu bij de gerechtelijke instanties al dan niet beschikt over de informatie waarover de VZW Werkgroep Morckhoven beschikt. Het zijn de gerechtelijke autoriteiten die hier nu voluit moeten gaan. Vandaar dat ik aan collega Van Hoorebeke zei dat we dit inderdaad heel ernstig nemen. Men moet begrijpen dat, wanneer men een dergelijk onderzoek over kinderporno voert, het onmogelijk is de buitenwereld mee te delen over welke informatie men al dan niet beschikt. Immers, door louter mee te delen dat men over bepaalde informatie beschikt, verwittigt men degenen die erbij betrokken zijn.

Dit is precies ook een van de risico's die men neemt wanneer men deze informatie, in plaats van ze over te maken aan de gerechtelijke autoriteiten,

op grote schaal verspreidt. Het risico ontstaat dat kansen, om deze informatie in een gerechtelijk onderzoek te exploiteren, verloren gaan. Vandaar dat het meldpunt een zeer belangrijk initiatief is. U kunt echter niet verwachten dat wordt megedeeld welke informatie bij die meldpunten is binnengekomen. Dit is de opdracht van de gerechtelijke autoriteiten.

Ten aanzien van het Madeira- en het Temse-dossier heb ik u gezegd, collega Van Hoorebeke, dat er terzake wel degelijk vooruitgang werd geboekt. De raadkamer wordt gevorderd om te verwijzen naar de correctionele rechtbank.

Het dossier inzake het Madeira-onderzoek heeft inderdaad langer aangesleept dan misschien redelijkerwijze kon worden verwacht. U moet echter ook weten dat de insinuaties, die onder meer door de VZW Werkgroep Morckhoven de wereld werden ingestuurd, in het gerechtelijk onderzoek telkens moesten worden getoetst om na te gaan of deze piste al dan niet valabel was en waar men de deuren moest sluiten.

Uit het gerechtelijk onderzoek zal blijken, wanneer de zaak naar de correctionele rechtbank zal verwezen zijn, welke zaken kunnen worden in aanmerking genomen. Op dat ogenblik moet recht kunnen geschieden. U moet begrijpen dat, telkens een bericht omtrent een bepaald dossier verschijnt, het gerechtelijk onderzoek daar dringend een antwoord moet op krijgen.

Het gaat hier om zware feiten die grondig moeten worden onderzocht. Wij moeten ook de publieke opinie inlichten over het feit dat ten aanzien van iemand die betrokken is bij het verspreiden van deze informatie een gerechtelijk onderzoek loopt. Mocht ik dit niet doen, dan zou ik geen correcte informatie geven. Dit doet niets af aan de ernst van de feiten. De publieke opinie heeft evenwel het recht hierover te worden ingelicht.

De voorzitter : Dit was tevens het antwoord op de mondelinge vraag nr. 2217 van de heer Karel Van Hoorebeke. Indien hij hiermee akkoord gaat, beschouw ik deze vraag als afgehandeld. *(Instemming)*

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Ordre des travaux

Regeling van de werkzaamheden

Le président : L'interpellation n° 2315 de M. Claude Eerdekens a été retirée.

Mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de tijdelijke aanstelling van personeelsleden in hogere functies" (nr. 2189)

Question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "la désignation temporaire de membres du personnel à des fonctions supérieures" (n° 2189)

De voorzitter : De heer Bart Laeremans heeft het woord.

De heer Bart Laeremans (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, wij werden aangesproken door personeelsleden van bepaalde gerechtelijke diensten in Mechelen. Men stelt er vast dat nogal wat mensen tijdelijk worden gepromoveerd in bepaalde functies waarvoor zij niet altijd de kwalificaties hebben. In het *Belgisch Staatsblad* staat geregeld vermeld dat een persoon de opdracht heeft gekregen om tijdelijk het ambt van adjunct-secretaris bij een parket te vervullen. Volgens bepaalde bronnen zou dit vooral in Mechelen vrij vaak gebeuren.

Ik neem aan dat het in sommige omstandigheden wellicht is aangewezen om tijdelijk in een vervanging te voorzien. Ik had evenwel graag geweten of dit op sommige plaatsen een algemene regel is en waarom dat zo is. Gaat het om functies die onontbeerlijk zijn en waarvoor men, in afwachting van het officiële vacant verklaren, tijdelijk iemand aanwijst of om functies waarbij bijvoorbeeld zieken worden vervangen? Of gaat het om een soort van benoeming omdat men helemaal niemand vindt voor bepaalde functies? Is het zo dat degene die wordt aangewezen om tijdelijk een functie te vervullen moet voldoen aan de benoemingsvoorwaarden, *in casu* aan de benoemingsvoorwaarden voor een adjunct-secretaris of is dat niet noodzakelijk en geniet die persoon gewoon een weddeverhoging? Op die manier kan men iemand gedurende maanden of jaren promoveren naar een hogere functie opdat hij zich ondertussen kan voorbereiden op examens om die functie te vervullen, terwijl hij ondertussen reeds een weddeverhoging geniet.

Ik heb nog een aantal algemene vragen. Komt zoiets vaker voor? Zijn er verschillen tussen de arrondissementen en tussen de diverse personeelscategorieën van uw departement? Bestaat dit systeem ook bij de gewone griffies van de rechtbanken of is deze situatie typisch voor de secretarissen bij de parketten? Kunt u over deze "tijdelijke" aanwijzingen enige duidelijkheid

Bart Laeremans

verschaffen? Wat bedoelt men hier met het woord "tijdelijk"? Betekent het "zeer tijdelijk" of kan dat tijdelijke jaren aanslepen?

De voorzitter: De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie: Mijnheer de voorzitter, collega Laeremans, de basis van deze aanwijzingen is artikel 330 van het Gerechtelijk Wetboek, dat aan de minister van Justitie de mogelijkheid geeft aan griffiers, adjunct-griffiers, opstellers en beambten bij een hof of een rechtbank de opdracht te geven een gelijk of hoger ambt te vervullen in hun griffie of in een andere griffie. Artikel 330bis voorziet in dezelfde regeling voor het personeel van de parketsecretariaten. Dit gebeurt om de continuïteit en de goede werking van een dienst te verzekeren. Deze opdrachten kunnen worden toegekend om te voorzien in de vervanging van personeelsleden die hun ambt niet vervullen, bijvoorbeeld in het geval van gelijktijdige afwezigheden van verscheidene personeelsleden omwille van ziekte of zwangerschapsverlof of de langdurige afwezigheid van de titularis in een bepaald ambt. Een andere reden kan zijn dat een uitzonderlijk en tijdelijk werkvolume moet worden opgevangen.

Het kan ook een wetwijziging zijn, die bijkomende werklast met zich brengt. Een gebrek aan kandidaten die aan de benoemingsvoorwaarden voldoen kan een motief zijn, net zoals bijkomende of specifieke opdrachten die moeten worden vervuld, aanleiding kunnen zijn tot het aanstellen van iemand in een gelijk of een hoger ambt. Daarvoor is geen oproep noodzakelijk in het *Belgisch Staatsblad*, in toepassing van artikel 287. Het is niet noodzakelijk dat de betrokkene voldoet aan de benoemingsvoorwaarden om te worden gedelegeerd.

In beginsel wordt een dergelijke opdracht toegekend op vraag van de gerechtelijke overheden. Ik stel vast dat een duidelijke voorkeur uitgaat naar de personeelsleden die laureaat zijn van het examen van kandidaat-griffier of kandidaat-secretaris. De gerechtelijke overheid, die een dergelijke aanstelling vraagt, dient deze vraag te motiveren in het kader van de noodwendigheden van de dienst.

Per definitie gaat het over een tijdelijke opdracht. In het voorbeeld dat u hebt gegeven, meer bepaald van Mechelen, ging het over de vervanging van een langdurig afwezig personeelslid. Welnu, het einde van deze aanstelling vindt plaats wanneer de titularis terugkeert.

Dit is zonder meer duidelijk. Dit is geconditioneerd door de situatie van degene die men vervangt, bijvoorbeeld wegens ziekte.

De personeelsleden die een hogere functie vervullen, ontvangen de wedde en de vergoedingen van het hun opgedragen ambt, maar dit neemt natuurlijk een einde op het ogenblik dat het tijdelijke ambt een einde neemt.

De voorzitter: De heer Bart Laeremans heeft het woord.

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK): Mijnheer de minister, wij hebben geen kritiek op het systeem van het tijdelijk vervullen van bepaalde functies in noodsituaties, bijvoorbeeld ter vervanging van zieken. U geeft echter zelf, enerzijds, een voorbeeld van "situaties waarbij niet onmiddellijk de personen kunnen worden gevonden die wel over de nodige kwalificaties beschikken" en, anderzijds, is het niet noodzakelijk de vacature te publiceren. Op die manier weet men natuurlijk niet altijd of er geen voldoende kandidaten zijn en kan men ontsnappen aan de normale regels om iemand te zoeken die wel over de kwalificaties beschikt.

Mijnheer de minister, u stelt tijdelijk mensen aan, bijvoorbeeld in een functie waarvoor men niemand vindt. Wanneer houdt deze situatie dan op? Is er dan een besluit van de minister, waarbij een einde wordt gemaakt aan het vervullen van die functie door die welbepaalde persoon, zodat hij dan terugvalt op zijn oorspronkelijk inkomen? Op die manier kan men iemand onbeperkt op een hoger niveau plaatsen, zonder dat men de moeite doet om die functie te laten vervullen door iemand die er examen voor afgelegd heeft. Mijn vraag is in feite: hoe past men het in de praktijk toe dat op een gegeven ogenblik een einde komt aan een functie, wanneer het niet gaat om een vervanging van een ziek personeelslid? Op die manier omzeilt men het hele benoemings- en bevorderingssysteem, zoals het zou moeten gelden.

- Voorzitter: de heer Verwilghen

Minister **Van Parys**: U moet dit goed begrijpen. De aanstelling is hoe dan ook tijdelijk. Er is een aanvraag van de gerechtelijke overheden voor een bepaalde periode en aan het einde van deze periode wordt geëvalueerd of de situatie nog bestaat of niet. Ik begrijp dat u geen beleidsverantwoordelijkheid draagt, maar u moet toch weten dat, wanneer er dringende noden zijn, het niet mogelijk is de hele administratieve procedure af te lopen om in een tijdelijke vervanging te voorzien van

iemand die ziek is, of verschillende personeelsleden die afwezig zijn in zwangerschapsverlof, of welke reden ook. Men moet over een instrument beschikken om aan die noden te voldoen, anders zal u mij interpellieren om erop te wijzen dat bepaalde mensen in een dienst afwezig zijn en ik er niets aan doe. Terzake volgen wij het artikel 330 van het Gerechtelijk Wetboek. Als u wenst dat dit systeem niet langer bestaat, moet u een wetsvoorstel indienen om het te wijzigen. Wij moeten toch over enige flexibiliteit beschikken om het dagelijks personeelsbeleid in de rechtbanken goed te laten verlopen en het zijn de gerechtelijke overheden die het initiatief moeten nemen en terzake hun verantwoordelijkheid moeten opnemen. De administratie kan trouwens gunstig of ongunstig adviseren naargelang de nood situatie waaraan men wenst tegemoet te komen.

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK): Mijnheer de minister, ik heb reeds gezegd dat wij geen kritiek hebben op het systeem zelf. Ik stel alleen vast dat wij vanuit Mechelen de melding krijgen dat men er de stellige indruk heeft dat men op die manier bepaalde zaken wil omzeilen. Ik signaleer u dit alleen maar en ik hoop dat u het in de toekomst beter in het oog houdt. U moet er in elk geval over waken dat eens bepaalde mensen niet meer nodig zijn in een bepaalde functie, u deze terugplaatst in hun oorspronkelijke functie.

Minister **Van Parys**: Als men in Mechelen geen vervanging wil voor langdurig afwezige personeelsleden, dan moet men dat maar zeggen. De meeste vragen gaan echter de andere richting uit.

De voorzitter: De tijd om nog een wetsvoorstel in te dienen zal krap uitvallen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de uitvoering van de wetwijzigingen met betrekking tot de nationaliteitswetgeving" (nr. 2215)

Question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "l'exécution des modifications du Code de la nationalité" (n° 2215)

De voorzitter: De heer Bart Laeremans heeft het woord.

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK) : Mijnheer de minister, in het verleden hebben wij fel gediscussieerd over de versoepeling van de nationalisatieprocedure, mede in het kader van het Eurostemrecht. Het ene was aan het andere gekoppeld. Uiteindelijk werd dit wetsontwerp op 29 oktober goedgekeurd door de Kamer van volksvertegenwoordigers. Vervolgens werd het goedgekeurd door de Senaat en in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd. De bedoeling was dat een en ander op 1 september van kracht zou worden. U had dus zo'n zes maanden de tijd om voor de nodige uitvoeringsbesluiten te zorgen.

Ik heb begrepen dat dit zou gebeuren aan de hand van een omzendbrief die momenteel in voorbereiding zou zijn. Het is mij echter niet duidelijk wanneer deze omzendbrief verspreid zal worden. Mijnheer de minister, kan dit als een deel van uw toekomstige lopende zaken worden geïnterpreteerd of zult u dit nog tijdens deze legislatuur verwezenlijken?

Wat is de inhoud van die omzendbrief? Wij hebben destijds een uitgebreide discussie gehad over wat men juist zal vragen aan mensen die zich kandidaat stellen voor naturalisatie. Welke zijn de voorwaarden en wat zal de vragenlijst omvatten? Hoe zullen de antwoorden geïnterpreteerd worden? Uit het verslag van bepaalde journalisten bleek immers dat het gebruik van een bestaand communicatiemiddel, bijvoorbeeld het lezen van een Belgische krant of het bekijken van een Belgische televisiezender, al zou volstaan om ervan uit te gaan dat de betrokkene voldoende geïntegreerd is om de naturalisatie te verkrijgen.

Mijnheer de minister, zult u op dat vlak duidelijkheid scheppen in uw omzendbrief? Hebt u hierover het advies van het college van procureurs-generaal gevraagd? Zo ja, hoe luidt dat advies? Verwacht u ook dat het aantal naturalisatieverzoeken zal toenemen?

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie : Mijnheer de voorzitter, collega's, ten eerste, de wet werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 6 maart 1999. Hierdoor treedt zij overeenkomstig artikel 7 van de wet in werking op 1 september 1999. De nodige voorbereidingen werden reeds getroffen voor de uitvoering. Meer bepaald gaat het om een ontwerp van omzendbrief aan de provinciegouverneurs, de procureurs-generaal, de burgemeesters en de ambtenaren van de

burgerlijke stand waarin de nieuwe bepalingen van de wet worden toegelicht. Binnen korte termijn zullen ze naar de betrokkenen worden verzonden.

Ten tweede is er een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 december 1995 dat onder meer de inhoud van het aanvraagformulier bepaalde en de akten en stukken die bij het verzoek moeten worden gevoegd. Het verzoek tot naturalisatie zal zowel bij de ambtenaar van de burgerlijke stand als rechtstreeks bij de Kamer kunnen worden ingediend.

Ten derde zal het uitvoeringsbesluit zo spoedig mogelijk worden genomen. Het ontwerp is in voorbereiding.

Voorts is er een ontwerp van richtlijn met betrekking tot de wijze waarop het parket bij de rechtbank van eerste aanleg het onderzoek verricht met het oog op het verlenen van het advies bij de verschillende procedures tot verkrijging van de Belgische nationaliteit. Het ontwerp moet nog voor advies aan het college worden voorgelegd. Uiteraard zal het aan dit advies worden aangepast.

Ook is er een voorstel van vragenlijst voor het onderzoek naar de wil tot integratie. Wat deze vragenlijst betreft, zal rekening worden gehouden met de suggesties die terzake werden gedaan.

Tot slot is er een ontwerp van brief aan de griffier van de Kamer in verband met het nieuwe aanvraagformulier.

Het is op dit ogenblik onmogelijk te voorspellen welke invloed dit alles zal hebben op het aantal naturalisatieverzoeken. Enerzijds is het precies de bedoeling van de nieuwe wet om het oneigenlijk gebruik van de naturalisatieverzoek tegen te gaan. Anderzijds wil men de naturalisatieprocedure doorzichtiger maken zonder dat aan de grondvoorwaarden iets wordt gewijzigd. Wij zullen ervoor zorgen dat de wet op 1 september in werking kan treden.

De **voorzitter** : De heer Bart Laeremans heeft het woord.

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK) : Mijnheer de minister, u stelt de limiet van 1 september. Vanaf dat ogenblik moet de wet in werking treden. Ik begrijp dat dit alles veel meer betekent dan alleen maar één rondzendbrief en dat dit zeker niet meer tijdens deze legislatuur, met name vóór begin mei, zal klaar zijn. Dit is jammer omdat het toch over een zeer belangrijke zaak gaat en omdat u het op die manier de parlementsleden zeer moeilijk maakt nog een controlerecht uit te oefenen.

Het is pas als wij in juni opnieuw herkozen zijn - maar dat is natuurlijk de zaak van de kiezer - dat wij u daarover vragen kunnen stellen. Het is zelfs mogelijk dat er niet eens veel vergaderingen van de Kamer meer zullen zijn.

Mijnheer de minister, indien enigszins mogelijk vraag ik u ons op de hoogte te houden van uw verschillende initiatieven. Wij vragen u eveneens deze toch vóór begin mei, misschien in de vorm van een ontwerp, aan ons te bezorgen zodat wij als parlementsleden nog enige inspraak kunnen hebben. Er hangt vrij veel van af. Als het parket uiteindelijk maar pro forma controleert en, zoals een journalist het destijds naar buiten heeft gebracht, de verwerving van de Belgische nationaliteit bijna ambtshalve goedkeurt zodra men laat weten dat men bijvoorbeeld een Belgische televisiezender - een Vlaamse of een Franstalige - bekijkt of een lokale radiozender beluistert, dan is dit onaanvaardbaar als bewijs voor integratie om de nationaliteit te verwerven. Dit zal hoe dan ook door ons worden bestreden. Wij kregen daarover graag zo snel mogelijk bijkomende informatie en wij hopen dat u ons deze alsnog zult toezenden.

Minister **Van Parys** : Mijn opdracht is de wet uit te voeren zoals die is goedgekeurd. Vermits het parlement heeft gezegd dat de wet in werking moet treden tegen 1 september moet ik daarvoor het nodige doen. Wie u daaromtrent in juni zult kunnen ondervragen, is mij een raadsel.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Regeling van de werkzaamheden Ordre des travaux

De **voorzitter** : De mondelinge vraag nr. 2216 van de heer Bart Laeremans zal in plenaire vergadering gesteld worden.

Mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de invoering van snelrecht en nultolerantie inzake jeugdcriminaliteit" (nr. 2240)

Question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "l'introduction de la procédure accélérée et de la tolérance zéro en matière de criminalité des jeunes" (n° 2240)

De **voorzitter** : De heer Bart Laeremans heeft het woord.

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik was aangenaam verrast door de beslissing van de Brusselse parketmagistraten om in Brussel ook voor jongeren eindelijk over te gaan tot de invoering van het snelrecht en om de weg in te slaan van de nultolerantie ten aanzien van de jeugdcriminaliteit. Daarmee gaat men dus in op het verzoek dat vanuit alle mogelijke hoeken komt om vergrijpen wanneer deze worden vastgesteld en wanneer het ook duidelijk is wie de dader is, niet ongemoeid te laten en om jongeren die criminaliteit begaan niet naar huis te zenden met een vermanend vingertje maar daadwerkelijk een sanctie op te leggen van welke aard dan ook. Eindelijk gaat men nu die richting uit.

Merkwaardig is dat men dit plots doet twee maanden vóór de verkiezingen en zonder - zo ervaar ik het toch - dat daarover ernstig overleg werd gepleegd. De eerste indruk is dat men u op de ene of andere manier voor een voldongen feit wil stellen om u vervolgens te dwingen verdere beslissingen te nemen om de jeugdcriminaliteit ook van hogerhand op een efficiëntere wijze aan te pakken.

Ik vergelijk deze situatie met Lokeren, waar men ook is overgegaan tot de invoering van de nultolerantie. Daar heeft men op hoog niveau, met name met de departementen Binnenlandse Zaken en Justitie, het stadsbestuur, de politie en met alle mogelijke instanties, overleg gepleegd om na te gaan hoe deze nultolerantie in de praktijk kan worden omgezet. Door dit overleg is men tot een aantal bevredigende resultaten gekomen. Hier in Brussel heb ik van een dergelijk overleg voor een veel grotere stad van ongeveer een miljoen inwoners nog altijd niets gehoord. Ik vraag mij af hoe deze nultolerantie en dit snelrecht in de praktijk zal worden omgezet. Nu reeds zegt een van de magistraten op de televisie dat zij voorstander is om snelrecht in te voeren maar dat er geen ruimte is om al deze jonge criminelen op te vangen. Waar gaat men deze jongeren, als men ze veel sneller voor de jeugdrechtbank zal brengen, onderbrengen als men ze wil geplaatst zien?

Mijnheer de minister, werd terzake overleg gepleegd? Hoe evalueert u een dergelijke zeer belangrijke koerswijziging van 's lands grootste parket? Heeft zulks te maken met de verkiezingen, wordt de minister van Justitie onder druk gezet of is het misschien het resultaat van een intensief overleg?

Wat zal u ondernemen om tegemoet te komen aan de vragen van het Brussels parket teneinde hun wens in de praktijk te verwezenlijken? Hoe zal u zorgen voor voldoende opvangruimte; zal dat gebeuren in overleg met de gemeenschappen of zal u uiteindelijk zorgen voor de totstandkoming van een soort jeugdgevangenis? Hoe zal u dit alles in de praktijk omzetten? Zal er overleg worden gepleegd?

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie : Mijnheer de voorzitter, al jaren neemt het Brussels parket nuttige initiatieven om het fenomeen van de jeugdcriminaliteit aan te pakken. In dat verband denk ik onder meer aan de maatregelen die werden genomen inzake het spijbelen, de alternatieve sancties en de strafbemiddeling.

In dezelfde lijn besliste het parket enkele maanden geleden de oproeping van jongeren en hun familie te vervelvoudigen en, in gevallen waarin nodig, hen te herinneren aan de wettelijke normen terzake en hen eventueel te oriënteren naar bepaalde buitengerechtelijke diensten. Immers, mijnheer Laeremans, u schets altijd een zwart-wit situatie waarbij u verwijst naar het plaatsen in instellingen, alsof er geen andere initiatieven kunnen worden genomen door het parket of door de jeugdrechtbank. Maar terzake gaat het om de ruime problematiek van de jeugdcriminaliteit, waarbij bijvoorbeeld jongeren ter verantwoording worden geroepen en hen in aanwezigheid van hun familie erop wordt gewezen dat zij de normen hebben overtreden. Welnu, een dergelijke confrontatie met de geldende normen kan bijzonder nuttige gevolgen hebben. U heeft het alleen over plaatsing maar ik heb het over een brede waaier aan initiatieven die kunnen worden genomen in het kader van de opdracht van het jeugdparquet en de jeugdrechtbank.

Wanneer de jeugdrechtbank toch moet worden ingeschakeld, wordt alles in het werk gesteld om een minderjarige en de burgerlijk verantwoordelijke op korte termijn te dagvaarden - wat ik toejuich - om hen verantwoording te laten afleggen over de gepleegde feiten en om de slachtoffers toe te laten zich burgerlijke partij te stellen. De toepassing van deze procedure is inderdaad rechtstreeks geïnspireerd op de praktijk van het snelrecht voor minderjarigen. Om hieraan uitvoering te geven werd overigens een speciale magistraat aangesteld die de betrokken minderjarige samen met zijn ouders ontvangt en dagvaart binnen de maand.

Dit kadert trouwens niet alleen in de uitbouw van de justitie-antennes. Het Brussels parket anticipeerde eigenlijk op de goedkeuring van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, waar het systeem van oproeping bij proces-verbaal wordt gerealiseerd. Dit ontwerp werd goedgekeurd in plenaire vergadering van de Kamer op 25 maart 1999 en bijgevolg is het de wil van de wetgever om aldus te handelen. Ik meen dat het parket niet kan worden verweten dat hierop wordt geanticipeerd.

In navolging hiervan zullen uiteraard de nodige initiatieven moeten worden genomen. Maar nogmaals, het gaat om een geheel van initiatieven die door het parket kunnen worden genomen, gaande van confrontatie met de geldende normen, over een opgelegde dienstverlening aan de gemeenschap, tot plaatsing van betrokkene zodra de jeugdrechtbank intervieneert; op dat ogenblik moeten de gemeenschappen hun verantwoordelijkheid opnemen. Ik gaf trouwens het NICC de opdracht een wetenschappelijk onderzoek te verrichten om de precieze noden terzake te definiëren, zodat de gemeenschappen voor hun verantwoordelijkheid kunnen worden geplaatst. Wanneer het effectief gaat om de bestrijding van criminaliteit, dan blijf ik bij mijn standpunt - en ik zal dat blijven verdedigen in de volgende legislatuur - dat de federale overheid in staat moet zijn gesloten instellingen op te richten.

De **voorzitter** : De heer Bart Laeremans heeft het woord.

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, ik wens nog enkele punten te verduidelijken. Nultolerantie betekent dat wanneer criminele feiten worden vastgesteld, men reageert en bestraft en niet dat men gedooft tot de zaken zich hebben opgestapeld. Ik heb nooit gezegd dat in alle mogelijke en onmogelijke situaties er altijd voor een plaatsing op lange termijn moet worden gezorgd. Dat is maar voor een aantal gevallen zo en zeker voor die gevallen waarbij recidive in het spel is. Wij zijn niet gekant tegen alternatieve straffen, tenzij het natuurlijk om recidive gaat, want dan maken alternatieve straffen geen enkele indruk meer.

Mijnheer de minister, er was veel publieke belangstelling over de koerswijziging van het Brussels parket. Ik heb tijdens het debat daarrond vastgesteld dat dezelfde parketmagistraten uitdrukkelijk onderstreepten dat een van de

problemen inderdaad de opvangruimte is. Wij hopen dat dit zal worden verholpen. Dat is niet alleen onze bezorgdheid, maar ook die van de parketmagistraten.

Volgens een andere parketmagistraat die de koerswijziging heeft aangekondigd, is het niet slecht om die jongeren, in de plaats van ze onmiddellijk naar huis te sturen en ze een indruk van straffeloosheid te geven, enige tijd, al was het maar voor een paar nachten, met opsluiting kennis te laten maken, zodat ze toch eens zouden nadenken. In sommige omstandigheden maakt dit wel degelijk indruk.

Niet alleen het Vlaams Blok spreekt over meer opvangruimte. Iedereen die met het beleid op dat vlak bezig is, weet dit. Een belangrijke koerswijziging werd afgekondigd. Met Lokeren heb ik enkel vergeleken om aan te tonen dat de wending die daar plaatsvond toch succes heeft gehad, wat slechts mogelijk was na overleg met hogere hand, met de ministeries van Binnenlandse Zaken en Justitie. Hier gaat het over de grootste stad van het land, maar van een dergelijk overleg hebt u nog steeds niet gesproken. Ik hoop dat naar aanleiding van deze koerswijziging een intensief overleg zal volgen. Door de koerswijziging van het parket bent u blijkbaar voor een voldongen feit geplaatst.

Mijnheer de minister, u zegt er voorstander van te zijn dat de overheid gesloten instellingen kan oprichten. U hebt dit in het verleden ook gezegd, dat is geen nieuw feit. Het probleem is dat er werk van moet worden gemaakt. Ik betreur dat u dat op de lange baan schuift, naar uw opvolger. Er had al veel eerder werk van moeten worden gemaakt. Overal in het buitenland maakt men er in die zin werk van. Wij hinken terzake achterop, met alle gevolgen vandien voor de gewone inwoners, de mensen die met die onveiligheid worden geconfronteerd en de stad meer en meer gedwongen moeten verlaten.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos

Mondelinge vraag van de heer Karel Van Hoorebeke aan de minister van Justitie over "de grote achterstand inzake maatschappelijke onderzoeken" (nr. 2219)

Question orale de M. Karel Van Hoorebeke au ministre de la Justice sur "le grand arriéré dans les enquêtes sociales" (n° 2219)

De voorzitter : De heer Karel Van Hoorebeke heeft het woord.

De heer **Karel Van Hoorebeke** (VU) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, op 11 maart 1999 heeft de heer Bourgeois u over deze aangelegenheid een vraag gesteld. Ik vind de situatie zo schrijnend en uw antwoord zo vrijblijvend, dat ik mij veroorloof om er toch nog even op terug te komen aan de hand van een praktisch voorbeeld dat mij door een advocaat werd aangebracht. Binnen de advocatuur en het gerecht begint deze materie te broeien, want ze is nogal aberrant.

Voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge wordt een kortgeding ingeleid, bij dagvaarding van 16 maart 1998. Het betreft een zaak van echtelijke moeilijkheden, waarbij men in kortgeding tijdelijke maatregelen vraagt over het hoederecht en bezoekrecht. De betrokkenen zitten wellicht in een crisissituatie. Zij hopen zeer snel een oplossing te krijgen.

De zaak is gedagvaard op 16 maart 1998. De inleidingszitting vindt plaats op 25 maart 1998, de pleitzitting op 8 april 1998. Op de zitting van 8 april 1998 gaan beide partijen akkoord om een maatschappelijke enquête te laten uitvoeren voor advies inzake bezoekrecht, hoederecht en dies meer.

De voorzitter in kort geding neemt de zaak in beraad, wat betekent dat hij de zaak in handen geeft van het openbaar ministerie voor het uitvoeren van een maatschappelijk onderzoek. Een bevelschrift wordt niet afgeleverd, want de zaak is in beraad genomen en blijft dus in beraad. De partijen horen er niets van en uit uw eigen ervaring weet u wel hoe het dan gaat. De cliënten beginnen te bellen en worden aan het lijntje gehouden. Dat duurt dan gemakkelijk maanden, tot wanneer de advocaat in kwestie gaat informeren ter griffie of bij de voorzitter van de rechtbank, waar men hem mededeelt dat het maatschappelijk onderzoek is geprogrammeerd voor uitvoering in april 2000. Met de gerechtelijke vakantie daarbij betekent dit dat men wellicht in het najaar 2000 over de uitslag van het maatschappelijk onderzoek zal beschikken. Dan moet er nog worden geconcludeerd en gepleit. Ik vrees dat de kinderen al meerderjarig zullen zijn tegen dan. De crisissituatie die in 1998 is begonnen, zal in elk geval in 2000 heel anders zijn dan waarmee die mensen vandaag te maken hebben. Dit is niet meer aanvaardbaar.

Mijnheer de minister, ik heb uw antwoord gelezen. U hebt de heer Bourgeois geantwoord dat sedert 1 januari 1998 de maatschappelijke

onderzoeken onder de bevoegdheid van Justitie vallen, dat er 46 justitie-assistenten werden in dienst genomen, dat er vanaf 1 januari 1999 nog eens zes werden aangeworven en dat de toestand verder zal worden gevolgd omdat er soms problemen zijn inzake rekrutering. Mijnheer de minister, mensen die in een crisis verkeren en op een snelle oplossing hopen voor hun schrijnende moeilijkheden inzake betwistingen over kinderen, hoederecht en bezoekrecht hebben daaraan geen boodschap. Ik vraag u dus vandaag concreet mee te delen of de door u genomen maatregelen ertoe zullen leiden dat de maatschappelijke onderzoeken vroeger kunnen worden uitgevoerd. Verder horen wij langs overal dat er meer moet worden gecommuniceerd met de maatschappij, met de burger dus. Indien de geschetste toestand zo zal blijven, waarom wordt er dan door uw kabinet geen brief gericht aan de voorzitters van de rechtbanken en de stahouders om hen deze situatie te schetsen en er uitleg over te geven ? Zo zouden de advocaten en de rechtsonderhorigen daarop terug kunnen vallen als er een probleem rijst. Nu wordt deze problematiek slechts via omwegen en occasioneel aan de orde gesteld, maar men moet hiernaar toch iets kunnen doen zodat via de justitiehuisen informatie kan worden verstrekt.

Mijnheer de minister, bent u op de hoogte van deze situatie ? U zult hierop bevestigend antwoorden, maar welke maatregelen zult u op zeer korte termijn nemen om aan deze onaantoonbare toestand een einde te maken ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie : Mijnheer de voorzitter, inderdaad ken ik het probleem van de achterstand inzake burgerlijke opdrachten. Dit is ook mijn zorg. Mijnheer Van Hoorebeke, het door u aangehaalde voorbeeld kan niet. Ik ben het met u eens dat dit niet verantwoord en onmogelijk is. Het gaat om discussies tussen mensen over kinderen in een echtelijke relatie. Verhoudingen tussen mensen moeten binnen een redelijke termijn kunnen worden opgelost en ik deel daarin volkomen uw zorg. Omdat ik ondertussen ook reeds van enkele gevallen had gehoord, heb ik opdracht gegeven een oplossing voor dit probleem uit te werken. Dit is ook gebeurd. Wat het gerechtelijk arrondissement Brugge betreft, werden twee nieuwe justitie-assistenten belast met de burgerlijke enquêtes. De eerste bijkomende justitie-assistent is vandaag begonnen en op 3 mei 1999 begint de

tweede, zodat werk kan worden gemaakt van de achterstand die daar klaarblijkelijk bestaat.

Ook voor de andere gerechtelijke arrondissementen waar zich problemen inzake achterstand in burgerlijke opdrachten voordoen, wordt voorzien in een personeelsuitbreiding om een inhaalbeweging te kunnen uitvoeren. Nog deze week worden acht justitie-assistenten - 4 Nederlandstaligen en 4 Franstaligen - in dienst genomen met een contract voor bepaalde duur, met name 18 maanden. Hun opdracht is specifiek het wegwerken van de achterstand, zodat wij niet meer zullen worden geconfronteerd met dergelijke schrijnende situatie.

We zullen dit op de voet volgen en in overleg met de lokale verantwoordelijken zal worden gezorgd voor een personeelsuitbreiding, zodat de achterstand zo snel mogelijk kan worden weggewerkt. Ik hoop dat op die manier de toestand zeer snel kan worden genormaliseerd.

De **voorzitter**: De heer Karel Van Hoorebeke heeft het woord.

De heer **Karel Van Hoorebeke** (VU): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord.

De **voorzitter**: Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Karel Van Hoorebeke aan de minister van Justitie over "de eventuele vervroegde vrijlating van Madani Bouhouche en Robert Beijer" (nr. 2220)

Question orale de M. Karel Van Hoorebeke au ministre de la Justice sur "l'éventuelle libération anticipée de Madani Bouhouche et Robert Beijer" (n° 2220)

De **voorzitter**: De heer Karel Van Hoorebeke heeft het woord.

De heer **Karel Van Hoorebeke** (VU): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, opnieuw duiken geruchten op over de eventuele voorwaardelijke vrijlating van of het toekennen van penitentiair verlof aan Madani Bouhouche en Robert Beijer.

Wat de voorwaardelijke invrijheidstelling betreft, bent u niet langer bevoegd. Op dat vlak zult u dus ongetwijfeld antwoorden dat u terzake geen inspraak hebt alhoewel ik mij afvraag of uw

departement niet om een advies zal worden gevraagd. Als beiden echter penitentiair verlof zouden krijgen, bent u daarvoor wel bevoegd. Ik vraag mij daarbij af welke houding u terzake zult aannemen.

De geruchten die momenteel circuleren zijn volgens mij het gevolg van het feit dat de heer Beijer aan een leugendetector test zou zijn onderworpen. Uit deze test zou blijken dat het onomstotelijk vaststaat dat hij niets te maken heeft met de aanslagen van de Bende van Nijvel. De advocaat-generaal in Charleroi zou verantwoordelijk zijn voor deze uitlating. De onderzoeksrechter zou blijkbaar gesproken hebben over een belangrijk element "à décharge". Anderen betwisten de geloofwaardigheid van een dergelijke leugendetector test. Indien een dergelijke test voldoende bewijskracht zou hebben, moeten we elke potentiële verdachte aan zo'n test onderwerpen en dan is het onderzoek binnen de kortste tijd afgerond. Voorzichtigheid terzake lijkt mij dan ook geboden.

Mijnheer de minister, als voorzitter van de tweede Bende-commissie weet u beter dan wie ook dat het spoor van de ex-rijkswachters in het onderzoek naar de Bende van Nijvel enorm belangrijk is. Het lijkt mij dan ook onmogelijk vandaag zo maar te besluiten dat dit spoor niet meer mogelijk is. Bovendien lees ik vandaag in de krant dat Buslik in de Verenigde Staten werd aangehouden. Deze laatste zou toch een belangrijke getuige kunnen zijn. Betrokkene werd destijds trouwens reeds veroordeeld, alhoewel men zijn uitlevering nooit heeft gevraagd. Blijkbaar werd nu wel om zijn uitlevering gevraagd. Het lijkt mij dan ook voorbarig om Beijer en Bouhouche de gunst van het penitentiair verlof of de voorwaardelijke invrijheidstelling toe te kennen.

Mijnheer de minister, ik had van u graag vernomen wat de stand van zaken is. In welke mate kunt u tussenbeide komen zodat kan worden vermeden dat het onderzoek naar de Bende van Nijvel wordt doorkruist door de vrijlating van beiden?

De **voorzitter**: De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie: Mijnheer de voorzitter, aangezien de vraag van de heer Van Hoorebeke vooral betrekking heeft op de vervroegde vrijlating, heb ik vooral de gegevens terzake verzameld. Zolang ik als minister van Justitie voor deze

materie bevoegd was, heb ik aan geen van beide heren een voorwaardelijke invrijheidstelling toegestaan. Een van hen heeft daartegen zelfs een procedure ingesteld.

Sinds 1 maart jongstleden ben ik niet meer bevoegd voor de voorwaardelijke invrijheidstellingen, maar is dit de bevoegdheid van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstellingen, die een geëigende procedure volgen. Vermits beide personen voldoen aan de tijdsvoorwaarden om een voorwaardelijke invrijheidstelling te genieten, is het personeelscollege van de strafinrichting waar zij verblijven, krachtens artikel 2, 1° van de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling gelast met het onderzoek of alle voorwaarden tot voorwaardelijke invrijheidstelling zijn vervuld. De beide dossiers werden zopas aan mijn administratie bezorgd die, conform de wet, de voorstellen van de directeurs van de betrokken strafinrichtingen samen met een advies van experts en de adviezen van de parketten aan de bevoegde commissie zal bezorgen.

Het is evident dat ik er op zal toezien dat de experts in hun adviezen rekening houden met alle elementen van het dossier, onder meer de aanbevelingen van de onderzoekscel-Jumet die terzake door de gerechtelijke autoriteiten om advies zal worden gevraagd, en deze van de parlementaire onderzoekscommissie. Alleszins moeten de gerechtelijke autoriteiten hun verantwoordelijkheid opnemen en op basis van het gerechtelijk onderzoek een bepaald advies in deze of gene richting formuleren. Ik kan mij uiteraard niet in de plaats stellen van de gerechtelijke autoriteiten.

Een ander aspect is uiteraard de bevindingen en de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie. Sta mij echter toe mijn administratie te gelasten met het innemen van een standpunt op basis van de verschillende gegevens.

De **voorzitter**: De heer Karel Van Hoorebeke heeft het woord.

De heer **Karel Van Hoorebeke** (VU): Mijnheer de voorzitter, algemeen gezien ga ik akkoord met het antwoord van de minister en ik ben ervan overtuigd dat hij als voorzitter van de vroegere parlementaire onderzoekscommissie er voldoende gevoelig voor is om via zijn administratie te waken over het verloop van dit dossier.

Ik heb eveneens zijn vrij genuanceerde uitspraak geakteerd dat, hoewel de administratie een advies zal verstrekken

op basis van de aanbevelingen van de onderzoekscel-Jumet en de parlementaire onderzoeksc commissie, de gerechtelijke autoriteiten hun verantwoordelijkheid moeten opnemen. Met andere woorden, hij sluit vandaag niet uit dat het parket-generaal op basis van de resultaten van de leugentest van de heer Beijer meent dat deze laatste voorlopig kan worden vrijgelaten.

Dit is een cruciaal moment in het hele onderzoek naar de aanslagen van de Bende van Nijvel. Het gaat wel degelijk om een nieuw element. De aanhouding van Buslik kan een grote rol spelen. Ik herinner me de verontwaardiging die u als voorzitter uitte toen u hoorde dat de uitlevering van Buslik nooit werd gevraagd. Dit gebeurde pas recent. In welke mate speelt dit nieuwe element een rol in het verdere verloop van het onderzoek? Ik wens de slachtoffers in herinnering te brengen, die nog altijd zeer gevoelig blijven voor elke nieuwe ontwikkeling in het dossier. Dit dossier mag niet zomaar aan zijn lot worden overgelaten, zoals in het verleden reeds te veel gebeurde.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister Van Parys : Mijnheer de voorzitter, elke uitspraak die ik hieromtrent doe, wordt op de voet gevolgd door degenen die er belang bij hebben. Er werd bijvoorbeeld een procedure inge pannen naar aanleiding van het feit dat ik geen voorwaardelijke invrijheidstelling had toegestaan aan een van de twee. Een bepaalde uitspraak kan een vooroordeel teweegbrengen dat het verdere verloop zou kunnen beïnvloeden. Een uitspraak van een minister van Justitie kan niet als een neutraal gegeven worden beschouwd. Mijn vraag is welke procedure wordt gevolgd en wie of wat een rol speelt in de beslissing of het advies van de administratie. De adviezen en het standpunt van de cel-Jumet zijn belangrijke gegevens. Maar de bevindingen van de parlementaire onderzoeksc commissie, en dat is dan mijn inbreng, zijn dit evenzeer. Het is een parlementair document opgesteld op basis van een grondige analyse van het dossier wat we beiden zeer goed kennen. Het spoor van de ex-rijkswachters is een belangrijk gegeven. De analyse van de experts was daaromtrent zeer duidelijk. Ik wil me niet in een bepaalde richting engageren, maar met de aanbevelingen van de parlementaire onderzoeksc commissie moet worden rekening gehouden.

Wat de leugendetector betreft, ben ik van oordeel dat dergelijk instrument een ondersteunend maar geen beslissend

element kan zijn. Of in dit dossier ondersteunende elementen aanwezig zijn, weet ik niet. De leugendetector kan een ondersteunend element zijn bij het vormen van een conclusie, een ultiem bewijs kan een leugendetector niet leveren.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Karel Van Hoorebeke aan de minister van Justitie over "de discriminatie van oud-gefaillleerden" (nr. 2221)

Question orale de M. Karel Van Hoorebeke au ministre de la Justice sur "la discrimination des anciens failliss" (n° 2221)

De voorzitter : De heer Karel Van Hoorebeke heeft het woord.

De heer Karel Van Hoorebeke (VU) : Mijnheer de voorzitter, op dit ogenblik wordt de faillissementswetgeving geëvalueerd. Schrijnend is de discriminatie die bestaat tussen de oud-gefaillleerden en de nieuw-gefaillleerden. In de nieuwe faillissementswet wordt in de mogelijkheid van de verschoonbaarheid en van de rehabilitatie voorzien. Die mogelijkheden zijn eveneens van toepassing op de faillissementen die werden uitgesproken voor de inwerkingtreding van de nieuwe wet, maar die nu worden afgesloten.

Daaromtrent bestaat er geen enkel probleem. Voor zover ik vernem, wordt het principe van de verschoonbaarheid vrij consciëntieus bekeken en zal de rechtbank hetzij de verschoonbaarheid, hetzij de onverschoonbaarheid uitspreken. Daardoor wordt tegemoetgekomen aan de filosofie van de nieuwe faillissementswet, met name gefaillleerden niet hopeloos hun leven lang de gevolgen laten dragen van de schulden die zij, in het kader van hun handelszaak die failliet is gegaan, hebben opgelopen.

Het probleem vandaag is evenwel dat die verschoonbaarheid voor faillissementen van natuurlijke personen, waarvan het faillissement werd afgesloten vóór de inwerkingtreding van de nieuwe wet op de faillissementen, niet mogelijk is. Ik spreek uiteraard alleen over de faillissementen van natuurlijke personen want voor rechtspersonen rijst dit probleem niet in die mate.

Er wordt dan gezegd dat zij een beroep kunnen doen op de wet op de collectieve schuldenregeling. Ik heb dat

eens nagekeken en vastgesteld dat oud-gefaillleerden, volgens de wettelijke bepalingen van de wet op de collectieve schuldenregeling, pas tien jaar na sluiting van het faillissement in aanmerking voor de collectieve schuldenregeling kunnen komen.

Mijnheer de minister, het gebeurt geregeld dat, zodra er een vonnis is van sluiting van faillissement, zeker voor natuurlijke personen, een aantal schuld-eisers opnieuw komen aankloppen. Het zijn vooral de banken, de BTW, de belastingen. De gewone handelaars zijn daar niet meer bij want zij hebben dat intussen afgeschreven, hoewel het natuurlijk niet uitgesloten is dat zij ook nog komen aankloppen.

Dat betekent echter dat oud-gefaillleerden, die niet in aanmerking komen voor de verschoonbaarheid en de rehabilitatie volgens de nieuwe faillissementswet, gedurende tien jaar voor hun schulden kunnen worden aangesproken. Welnu, als zij die schulden in de loop van die tien jaar niet hebben aangezuiverd en pas dan een beroep op de collectieve schuldenregeling kunnen doen, is er al heel wat tijd verloren gegaan, derwijze dat zij daarop na tien jaar geen aanspraak meer zullen kunnen maken.

De problematiek is in alle gerechtelijke arrondissementen gekend en roept toch heel wat vragen op.

Mijnheer de minister, hebt u in het kader van de evaluatie van de faillissementswet daar oog voor en zullen er maatregelen worden genomen om dit probleem te verhelpen?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer Van Parys, minister van Justitie : Mijnheer de voorzitter, collega's, de vraag is natuurlijk of hier van een discriminatie kan worden gesproken. Een discriminatie in de juridische zin van het woord kan toch niet worden afgeleid uit de loutere vaststelling dat een nieuwe wet in een regeling voorziet die voor een bepaalde categorie van rechtszoekenden gunstiger is.

Naar aanleiding van uw mondelinge vraag, collega Van Hoorebeke, heb ik mij die vraag gesteld en het antwoord daarop lijkt mij niet evident te zijn.

Trouwens, wat had men gezegd indien wij de wet met terugwerkende kracht in werking hadden laten treden om tegemoet te komen aan het probleem dat rijst? Er zou een ander probleem zijn gerezen, met name het probleem van de rechtszekerheid van de

faillissementsprocedures die vóór de inwerkingtreding van de nieuwe wet zijn afgesloten. Daarbij kan de vraag worden gesteld, in de mate dat we dit hadden gedaan, wat dan de reactie zou kunnen geweest zijn van sommige schuldeisers van gefailleerden die zich desgevallend konden beklagen over het schenden van de verworven rechten.

Dat was eigenlijk de afweging tussen beide waarbij dus inderdaad - en u hebt het terecht gezegd - de wet op de collectieve schuldenregeling tegemoet is gekomen aan een aantal problemen, maar men blijft daar inderdaad geconfronteerd met die tien jaar.

Dat is de afweging die wij moeten maken. Is dit effectief al dan niet een discriminatie? Indien we die discriminatie zouden willen opheffen, tasten wij dan het principe van de rechtszekerheid niet aan? Tussen die twee heb ik dus ook mijn twijfels om al of niet een initiatief in die zin te nemen.

Er is natuurlijk het theoretische gegeven. Het Arbitragehof kan eventueel toetsen in welke mate er een discriminatie zou aanwezig zijn.

Ik ben er op dit ogenblik nog niet van overtuigd dat er geen ander probleem zou rijzen mochten wij tegemoetkomen aan uw vraag, mijnheer Van Hoorebeke. Vandaar dat ik er samen met u wil over nadenken wat het voor- en nadeel van beide mogelijkheden zou kunnen zijn. Uw vraag is terecht, maar doet wellicht een juridisch probleem rijzen.

De voorzitter: De heer Karel Van Hoorebeke heeft het woord.

De heer Karel Van Hoorebeke (VU): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u brengt terecht deze belangrijke nuancering aan. Ik heb ook begrip voor het principe van de rechtszekerheid. Men moet een evenwicht trachten te bereiken. Ik wou dit probleem enkel aankaarten omdat het belangrijk is in het kader van de evaluatie van de faillissementswet. Ik ga met u akkoord dat het nog niet het gepaste moment is om daarover reeds uitspraken te doen in deze of gene zin. Het probleem van de collectieve schuldenregeling kan worden opgelost door middel van een wetwijziging of via de faillissementswet. U hebt terecht gewezen op het delicate probleem van het respect voor het principe van de rechtszekerheid. Ik denk evenwel dat het probleem belangrijk genoeg is om aan de orde te brengen en om in de nabije toekomst aandacht aan te besteden.

De voorzitter: Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- Voorzitter: de heer Van Hoorebeke

Mondelinge vraag van de heer Marc Verwilghen aan de minister van Justitie over "de nieuwe personeelsstructuur binnen het Belgische gevangeniswezen" (nr. 2188)

Question orale de M. Marc Verwilghen au ministre de la Justice sur "la nouvelle structure du personnel au sein du régime pénitentiaire belge" (n° 2188)

De voorzitter: De heer Marc Verwilghen heeft het woord.

De heer Marc Verwilghen (VLD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb een korte vraag die uit de praktijk is geplukt. Enkele jaren geleden werd de personeelsstructuur binnen het gevangeniswezen volledig herzien. Er zijn nieuwe graden in het leven geroepen, onder meer de graad van penitentiair assistent, een graad die onder het niveau 2 van het ambtenarenstatuut valt. De invoering van deze nieuwe graad bracht ook een inhoudelijke functieomschrijving mee maar had tot gevolg dat de bestaande graden van hoofdbewaarder en eerste hoofdbewaarder in de toekomst worden afgeschaft. De personeelsleden die deze graden reeds bekleedden op het ogenblik van de invoering van de nieuwe graad behouden hun oorspronkelijke graad tot hun pensionering. Als door een dergelijke pensionering de functie van hoofdbewaarder of eerste hoofdbewaarder vacant wordt, wordt ze ingevuld door de nieuwe graad van penitentiair assistent.

Het probleem dat zich vandaag stelt is dat er een tekort is aan personeelsleden die een dergelijke kwalificatie hebben en dus penitentiair assistent kunnen worden. Vandaar dat men binnen de organisatie van het gevangeniswezen een beroep moet doen op de interne bevordering van bestaande personeelsleden, meer bepaald van de lagere graden, tot penitentiair assistent. Terwijl het logisch zou zijn dat een dergelijke functionele bevordering de bestaande hoofdbewerkers in aanmerking zou nemen, onder meer omwille van het feit dat zij verantwoordelijk blijven voor hun gevangenis, wordt deze mogelijkheid niet in aanmerking genomen door het directoraat-generaal van de strafinrichtingen en kunnen lagere graden de bevordering verwerven. Men krijgt dus een situatie waarbij hiërarchisch ondergeschikten hoger worden geremuneerd dan hun directe oversten.

Degene die mij tot deze vraag heeft geïnspireerd heeft mij een pittig detail gegeven. Hij schrijft mij: "Een tweetal jaren geleden kregen we coaching en management van de heer Johan De Bruycker, psycholoog en zelfstandig lesgever, zowel in privé- als in staatsinstellingen. Op het einde van de vierdaagse lessenserie zei de man ons dat het perfectste staatsapparaat om haar ambtenaren te demotiveren wel het Bestuur der Strafinrichtingen was! De man geloofde er toen niet in, maar ondertussen, nu hij het aan den lijve heeft ondervonden, stelt hij zich toch wel enkele vragen."

Vandaar heb ik vier vragen. Ten eerste, om welke reden kunnen de huidige eerste hoofdbewerkers en hoofdbewerkers niet worden aangewezen om de hogere functie van penitentiair assistent uit te oefenen? Ten tweede, bestaat terzake een interne regeling of nota van het directoraat-generaal van de strafinrichtingen? Zo ja, welke? Ten derde, is terzake een richtlijn van de inspectie van Financiën van toepassing en zo ja, welke? Ten vierde, gebeuren aanduidingen van de huidige lagere graden tot uitoefening van de graad van penitentiair assistent op basis van vigerende regels inzake de personeels-evaluatie en indien dat niet het geval is, wat is de reden daarvan?

De voorzitter: De minister heeft het woord.

De heer Van Parys, minister van Justitie: Mijnheer de voorzitter, collega's, dit is een technische materie, waarop ik zo volledig mogelijk zal antwoorden.

Mijnheer Verwilghen, de agenten die houder zijn van de afgeschafte graden van hoofdbewaker en eerste hoofdbewaker hebben viermaal de gelegenheid gekregen, tot 31 december 1997, om deel te nemen aan een bijzonder overgangsexamen dat hen de gelegenheid gaf om bevorderd te worden tot de graad van penitentiair assistent. Zij die niet hebben kunnen genieten van deze overgangmaatregel waren niet geslaagd voor de hoger genoemde examen, of hebben er niet aan deelgenomen. Toch werd hun weddeschaal nog lichtjes gerevalueerd.

Hoewel de hoofdbewakers van niveau 3, die zich in het uitdovingskader bevinden, een betrekking van penitentiair assistent blokkeren in het organiek personeelskader, moet ik erop wijzen dat de functie van penitentiair assistent inzake bekwaamheden een invulling op niveau 2 vereist. De bedoeling van de creatie van deze nieuwe graad bestond er juist in aan de betrokkenen nieuwe

opdrachten en verantwoordelijkheden toe te kennen, die verschillen van de opdrachten van de hoofdbewakers en die zich dicht bij de directietaken bevinden omdat er een reële behoefte bestaat aan mensen met een dergelijk profiel.

Deze nieuwe functie is beschreven in het profiel waarvan ik u graag een exemplaar zal bezorgen. Er is in een specifieke vorming voorzien en de hoofdbewakers hebben aan deze vorming niet deelgenomen. Bovendien is de promotie naar de graad van penitentiair assistent, buiten de overgangsmaatregelen waarvan sprake, voorbehouden aan de kwartierchefs. Heden is een examen voor de graad van kwartierchef lopende bij het Vast Wervingssecretariaat en deze mensen zouden daaraan kunnen deelnemen.

Bovendien bepaalt artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 met betrekking tot de uitoefening van hogere functies in een rijksbestuur dat de uitoefening van een functie, voorzien in het organiek kader, in principe moet worden toevertrouwd aan de agent die

het meest geschikt wordt geacht ten aanzien van de onmiddellijke noden van de betrokken dienst. Dit systeem moet het goed functioneren van de dienst bevorderen. Het komt dus de directeur van de gevangenis toe om de opportuniteit te beoordelen om deze of gene agent voor te stellen voor de uitoefening van een hogere functie.

Er zijn in deze geen interne regelingen van het directoraat-generaal van de strafinrichtingen van toepassing. Er is ook geen richtlijn terzake van de Inspectie van Financiën.

Het is vandaag nog niet mogelijk de nieuwe regels inzake personeelsevaluatie te volgen, aangezien de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4 slechts zullen worden geëvalueerd op het einde van dit jaar. Ondertussen blijft de laatste beoordeling, toegekend onder het oude systeem, geldig. Het lijkt mij echter logisch dat hogere functies slechts kunnen worden toegekend aan agenten die de vermelding "zeer goed" hebben gekregen.

Mijnheer Verwilghen, ik ben altijd bereid hierover van gedachten te wisselen, omdat elementen van demotivatie inderdaad moeten worden bestreden. Ik bezorg u dit antwoord, samen met het profiel van deze penitentiaire assistenten.

De **voorzitter** : De heer Marc Verwilghen heeft het woord.

De heer **Marc Verwilghen** (VLD) : Mijnheer de minister, ik dank u voor dit antwoord. Het is inderdaad een technische vraag, die weliswaar uit de praktijk komt. Na inzage van de documenten die u mij zult bezorgen, kunnen wij desgevallend op dit probleem terugkomen.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.10 uur.

- La réunion publique de commission est levée à 16.10 heures.